

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction et publicité

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be Site du mouvement laïque: http://www.laicite.be ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Directeur: Patrice Dartevelle

Rédactrice en chef: Michèle Michiels

Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet

Production et administration:

Fabienne Sergoyne

Comité de rédaction: Mireille Andries,

Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Dartevelle,

Julien Dohet, Jérôme Jamin,

André Koeckelenbergh, Jules Louis,

Andrée Masson, Yolande Mendes da

Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn,

Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.

Documentaliste: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

Abonnements:

Pour 10 numéros:

Belgique: 18 □, Étranger: 26 □

Pour 10 numéros + 2 Documents:

Belgique: 20 □, Étranger: 32 □

par virement au compte

n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux. Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

En couverture: dessin de Cost. Notre dossier: *Les maîtres penseurs*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

Éditorial

À vin nouveau, outres neuves! – Patrice Dartevelle _____ 3

Dossier: Les maîtres penseurs

L'intervention des intellectuels, hier et aujourd'hui – Paul Aron _____ 4

La responsabilité des intellectuels – Jacques Rifflet _____ 6

L'engagement des clercs: une aventure française -

L'entretien de Jean Sloover avec Jean-François Sirinelli _____ 8

Engagement et singularité belge – Michel Grodent _____ 10

L'autre révolution de la jeunesse - Un entretien avec René Zayan –

Propos recueillis par Pascal Martin _____ 12

Les scientifiques: (ir)responsables et (dés)engagés? – Michel Wautelet _____ 14

Europe

Berlusconi et la RAI: des ambitions contrariées – Sergio Carrozzo _____ 16

Enseignement

Marché mondial de l'Éducation - Là où s'achète, se vend et

s'échange l'éducation de demain – Philippe Coulée _____ 18

Laïcité

In memoriam - Michel Roels, un homme accompli – Pierre Bolle _____ 20

Nouvelles règles pour un futur président – Patrice Dartevelle _____ 21

Éthique

France: le procès de Christine Malèvre - Débats hypocrites et

verdict inique – Marc Englert _____ 22

Idées

Astres et désastre! - Dangereuse innocence – André Koeckelenbergh _____ 24

Société

Des femmes et leurs bourreaux – Frédéric Soumois _____ 25

Je te dis non... car je t'aime – Yolande Mendes da Costa _____ 26

Culture

Le logement social au musée? - Entre utopie, réalité et spirale infernale –

Emmanuelle Dubuisson _____ 27

Abstractions fatales – Ben Durant _____ 28

Deux peintres en liberté – Olivier Swingedau _____ 30

Les lecteurs nous écrivent _____ 32

Agenda _____ 33

prochain dossier

Notre dossier d'été –qui sortira fin juin– sera consacré aux nouvelles «vedettes», ces gloires éphémères. Les vraies «stars» sont peu à peu supplantées, à la ville comme dans les médias, par ceux qui, hier encore étaient de parfaits inconnus. La télévision se taille une large part dans la fabrication des nouvelles coqueluches, politiques, sportives, artistes de variétés, mais la presse écrite –particulièrement la presse «people»– n'est pas en reste. Laurette Onkelinks fait la Une d'un hebdo, un tireur au but devient un héros national, on sait tout de la vie de Justine Henin, de la dernière passion de Nolwenn... Si cela distrait incontestablement de la guerre en Irak ou de la pneumopathie, cette fascination pour le dérisoire, l'inutile, l'éphémère, cache d'autres malaises. Des symptômes et des conséquences qui seront décortiqués dans ce prochain dossier. ■

M. M.

À vin nouveau, outres neuves!

Nul ne songe à le contester: les élections de 1999 ont été pour les laïques du pain bénit (!) et le premier gouvernement belge sans parti catholique (appelons les choses par leur nom) depuis quarante et un ans leur a apporté une rafraîchissante bouffée d'air, à eux et, semble-t-il, à tout le pays.

Le 18 mai, tout se jouera du côté flamand, comme en 1999. En Wallonie, les partis composant la majorité sortante avaient obtenu 72,2% des voix en 1999, le dernier sondage trimestriel de *La Libre Belgique*¹ leur en donne 74,3% et à Bruxelles, ils perdraient légèrement en passant de 67,4 à 66,8%. Le FN gagnerait 0,5% en Wallonie (de 4,1 à 4,6%) et 1,2% à Bruxelles (de 2,6 à 3,8%). On est loin des zones de danger même s'il faut ajouter le Vlaams Blok à Bruxelles (3,8% contre 4,5% en 1999).

En Flandre, les partis de la majorité avaient recueilli 48,6% des voix en 1999, chiffre bien faible pour une addition de trois partis, dans un univers de six il est vrai. Les différents sondages leur en promettent de 49,9%² à 54,3%³, ce qui est un progrès. Le problème vient de la position de premier parti de Flandre et par conséquent de Belgique où la lutte est très serrée. 22,6% pour le VLD contre 22,2 en 1999. Pour les trois derniers sondages, on a le choix entre 22,3/22,1%¹, 21,9/22,2%², 26,4/23,7%³.

Si le CD&V arrive en tête, il faudra bien plus d'énergie aux autres pour le rejeter.

Pas de marche arrière

Inutile de faire plus longtemps la Pythie. Mieux vaut dire comment on souhaite que l'avenir s'écrive.

Commençons par le pire, le retour en arrière. Il va de soi que, quelles que soient les contraintes qui puissent être invoquées par la nécessité des alliances, la loi sur l'euthanasie ne peut être remise en cause: il faut s'opposer au CD&V et au CDH qui réclament la révision de la loi. En pratique, un arrêté reste à prendre. Il est d'allure technique –l'enregistrement de la demande anticipée d'euthanasie– mais son absence suffit à vider de son sens une partie de la loi.

Regardons vers tout ce qu'il reste à faire d'un point de vue laïque.

Le fond de la question, c'est de rompre avec une vie politique dont l'enjeu est la défense (au sens strict de résistance à l'attaque) d'une vision traditionnelle de la religion et l'organisation des pouvoirs publics ou du financement public pour permettre la vie la meilleure possible, sinon de la suprématie des institutions spécifiques organisées par les milieux catholiques.

Certes, en ce qui concerne leurs valeurs, les catholiques ont bien fini par faire des concessions. Quand on songe à leur doctrine de la femme au foyer et à celle qu'elle a été jusqu'il y a peu de temps, on se rend compte des couleuvres que Joëlle Milquet fait avaler quotidiennement aux nostalgiques de la société patriarcale.

L'ennuyeux c'est que lorsqu'ils sont rassemblés dans une structure spécifiquement chrétienne, ils oublient la recommandation du père Guy Gilbert –qui, il est vrai, a une conception française de la laïcité– lors du mariage du prince Laurent et de Claire Coombs: «*Vos enfants... donnez-leur les*

valeurs que vous avez reçues de vos parents. Des valeurs strictement laïques, d'abord universelles. On n'a pas besoin d'être chrétien pour avoir des valeurs. Valeurs profondément laïques de respect, de tolérance, d'amour de l'autre»⁴.

On ne peut jamais compter sur les catholiques pour faire évoluer le droit de la famille en faveur des hommes et des femmes, de leur vie réelle et de leurs enfants en abandonnant le songe d'une famille traditionnelle aux vertus, discutables et largement abandonnées. Il faut un contrat entre l'homme et la femme et fonder le droit sur cette notion.

Dans bien des matières comme la santé, l'organisation sociale, l'enseignement⁵, les structures catholiques *in casu* rebaptisées chrétiennes, se comportent systématiquement comme des freins à l'organisation de tout ce qui tient compte du présent et de l'avenir.

Organiser le XXI^e siècle

Les enjeux des prochaines années seront considérables et lorsque l'on voit les bouleversements opérés depuis quinze ans, les citadelles imprenables aujourd'hui rasées, ce n'est pas avec des partis retardataires qu'il faut organiser le XXI^e siècle.

Le prochain gouvernement devra prendre attitude sur la Constitution européenne et le projet d'article qui prévoit le respect des religions. Comment s'y opposer avec le CD&V?

Comment va-t-on adapter le système des pensions à la situation démographique avec ceux qui sont accrochés à la vieille notion de foyer? Peut-on compter sur eux pour individualiser les droits ou vont-ils proposer une pension par famille?

Le gouvernement sortant a pris récemment une initiative aussi importante que sulfureuse en matière de défense en organisant le 29 avril une réunion à quatre Allemagne, France, Luxembourg et Belgique, sur la coopération militaire. La mauvaise humeur anglaise est à son comble⁶. Le CDH et le CD&V sont discrets à cet égard depuis plusieurs mois mais l'attitude de leurs homologues espagnol et néerlandais en dit long, comme la division interne des démocrates chrétiens allemands.

On peut évidemment être benoîtement satisfait du cadre de notre société mais il est moins évident que jamais. Pour parler des choses qui paraissent simples mais qui en réalité nous imprègnent, spécialement avant la Pentecôte, l'Ascension, etc, ne faut-il pas changer le calendrier festif traditionnel de notre société? Qu'y a-t-il encore de vécu pour 90% de la population dans ces références? Les études sociologiques sont sans équivoque à cet égard. Pourquoi maintenir ces grigris?

La seule chose qui me déplaît dans la perspective des élections imminentes, c'est le mode de scrutin. Va pour les provinces comme arrondissements électoraux. Mais la possibilité laissée aux candidats de se présenter tant à la Chambre qu'au Sénat crée un malaise. Elle donne le sentiment d'une classe politique qui a outrageusement veillé à ses intérêts personnels.

Côté francophone, l'extrême droite semble loin mais il ne faut pas titiller les mécontents: il y a un an Le Pen devançait Jospin. Aujourd'hui, rien n'est acquis d'avance. ■

Patrice Dartevelle

¹ *La Libre Belgique*, 31 mars 2002.

² Sondage de la société Concentra (*Gazet van Antwerpen*), cf. *Le Soir* du 15 avril 2003.

³ *De Standard*, 19-20-21 avril 2003.

⁴ *La Libre Belgique*, 14 avril 2003;

⁵ Mais celui-ci ne relève pas des matières fédérales.

⁶ *Le Monde* du 11 avril 2003.

L'intervention des intellectuels, hier et aujourd'hui

Bibliographie succincte:

- Julien Benda, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927.
- Henri de Man, *Au-delà du marxisme*, Bruxelles, L'églantine, 1927;
- Idem, *L'idée socialiste*, Paris, Grasset, 1935.
- Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Colin, 1992.
- *Dictionnaire des intellectuels français*, sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock, Paris, Seuil, 1996.
- *Histoire comparée des intellectuels*, ss. la dir. de Marie-Christine Granjon, Nicole Racine et Michel Trebitsch, Paris, CNRS, IHTP, 1997.
- Dominique Lecourt, *Les piéters penseurs*, Paris, Flammarion, 1999.
- *L'inscription sociale de l'intellectuel*, ss la dir. de Marion Brunet et Pierre Lanthier, Paris-Québec, L'Harmattan et Presses de l'Université Laval, 2000.

Je devais avoir une dizaine d'années. Je faisais partie d'un mouvement de jeunesse (aujourd'hui disparu), qui se situait nettement à gauche. Un jour, un camarade, pour se moquer de moi, m'a taxé d'«intellectuel de gauche». Perplexité. Je ne connaissais pas cette catégorie étrange, mais je sentais bien que le terme péjoratif était celui d'intellectuel. Renseignement pris, j'étais une sorte de discoureur impuissant, presque une créature inutile ou malfaisante. Dans les mêmes années (disons autour de 1968), l'intervention massive des intellectuels (y compris de gauche) dans la vie publique a sans doute atteint un point culminant au XX^e siècle. Pour anecdotique qu'elle soit, cette comparaison permet d'éviter quelques simplismes. La catégorie de l'intellectuel n'a pas toujours été positive, celle de l'engagement non plus. De surcroît, l'une et l'autre posent question dès lors qu'on les rapproche des mouvements ou des partis qui ont fait l'histoire sociale de notre temps.

Sur le plan historiographique, on peut très sommairement opposer deux «figures» de l'intellectuel. L'une obéit à une définition fonctionnelle: elle oppose l'intellectuel au manuel, et elle correspond à la différence que le XIX^e siècle faisait entre «l'habit noir» et la «blouse». En ce sens, il existe des professions intellectuelles (le journaliste, le professeur...) et, si l'on veut, de grands et de petits intellectuels, selon leur degré de notoriété,

La catégorie de l'intellectuel n'a pas toujours été positive, celle de l'engagement non plus.

mais rien ne fonde un quelconque esprit de groupe, encore moins une communauté d'esprit, entre ces acteurs sociaux. La seconde définition suit la transformation sémantique du mot au moment de l'affaire Dreyfus en France: à ce moment, l'adjectif devient un substantif et qualifie une catégorie bien particulière au sein des «habits noirs»: ceux qui font entendre leur voix dans le débat public au nom de la notoriété qu'ils ont acquise dans un domaine d'activité propre. L'exemple archétypique est celui de Zola, romancier à la fois populaire et estimé par ses pairs, qui investit une part de son capital symbolique dans le manifeste *J'accuse*. Il devient alors, selon les termes de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli¹, un «homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation du politique, producteur ou consommateur d'idéologie». L'intellectuel, en ce second sens, est un statut qui naît à un moment et dans un contexte précis, il mobilise des moyens d'expression spécifiques (le manifeste, la pétition) au service de valeurs éthiques ou politiques. Cette définition est au principe des termes et des personnes recensées dans le *Dictionnaire des intellectuels français*.

L'opposition entre deux types d'intellectuels a pu faire avancer la recherche. Elle a mis en évidence des lieux et des objets historiques comme les formes d'organisa-

tion et de rassemblement des intellectuels (les revues, les cafés...), et elle a attiré l'attention sur les effets de prise de conscience de quelques-unes de leurs grandes manifestations historiques (comme le «Manifeste des 121» contre la guerre d'Algérie). Elle conduit pourtant à trop focaliser l'attention sur un modèle au détriment des autres. Prise en son sens strict, la définition d'Ory et Sirinelli interdit de voir en Denis Diderot ou en Germaine de Staël des intellectuels. De surcroît, dans les pays où la capitalisation du pouvoir symbolique reste faible ou partielle (comme le Québec ou la Belgique, pour ne citer que des cas qui ont été récemment étudiés), il deviendrait impossible de parler d'engagement des intellectuels. Ceux-ci y acquièrent en effet rarement la notoriété qui leur permettrait d'être entendus en dehors de leur domaine de spécialité.

«Intellectuels organiques»

Un autre angle d'approche consiste à interroger la relation entre les intellectuels et les organisations de masse de la vie sociale. Le marxiste italien Antonio Gramsci, entre les deux guerres, avait tenté de théoriser la notion d'«intellectuel organique». Il entendait par là l'intégration de l'intellectuel dans un parti (en l'occurrence le parti communiste), celui-ci devenant un «intellectuel collectif». Cette manière de voir tentait de résoudre le clivage, constant au XX^e siècle, entre les réflexes profondément individualistes des agents auxquels leur formation et leur condition sociale permettaient de «penser par eux-mêmes» et l'expérience collective du monde ouvrier. Toujours quelque peu suspects, mais en même temps indispensables par leur savoir et la rigueur théorique dont ils étaient capables, les intellectuels ont vécu une relation difficile avec les organisations syndicales ou politiques progressistes. Henri de Man a décrit cette situation pour le Parti ouvrier belge entre les deux guerres de manière très convaincante (ce qui ne l'a pas empêché de suivre la dérive que l'on connaît). Mais c'est également la richesse de la relation critique qu'ils entretenaient avec ce monde ouvrier qui a permis l'émergence de grandes interventions d'intellectuels au XX^e siècle; celles de Sartre ou d'Althusser lui doivent beaucoup.

Pour certains commentateurs, la mise à l'écart des grands mouvements de masse fonde à la fois le mérite et la solitude des intellectuels. Se séparant de la bourgeoisie –définie par Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*, comme ce qui pense bas–, tenu en suspicion par les organisations populaires, le clerc serait un être singulier, voué à lutter seul contre tous. Son ralliement à l'un ou l'autre camp constitué relèverait, selon Julien Benda, en 1927, de la «trahison». Ainsi le statut des «intellectuels à la française» peut-il déboucher sur une éthique, qui est également, on le voit bien, une position abstraite, coupée des réalités historiques. Mais dans ce cas, comme dans celui des clercs «engagés», il importe de trouver une expression publique, l'intellectuel, après tout, n'existant que par l'écho donné à sa parole.

Les moyens médiatiques mobilisés par les intellectuels ont naturellement évolué. Du pamphlet au livre, de la revue au manifeste, puis de la radio à la télévision, ils ont gagné en diffusion. Mais il est clair, en sens inverse, que ces médias à leur tour ont suscité, voire créé, des modèles d'intervention intellectuelle taillés à leur me-

sure, et dans lesquelles nombre d'agents de la pensée ne se retrouvent pas. Comment exprimer une réflexion nuancée, conceptuelle et argumentée en moins d'une minute, comme l'exige la télévision? Comment contredire la «doxa», les opinions communes, en trente secondes à la radio? Cela est évidemment impossible. D'où le fait que les intellectuels médiatiques peuvent sans doute apparaître avant tout comme des faire-valoir de la pensée dominante plutôt que comme des forces critiques.

Déclin du modèle français

Dans un contexte marqué par la multiplication des mouvements de contestation d'un nouveau type (l'antimondialisme), avec également l'accès d'un nombre sans cesse croissant de gens à la parole publique, les intellectuels ont à la fois sans doute changé de nature et de moyen de s'exprimer. Les attaques de l'OTAN en ex-Yougoslavie ont fait émerger des réactions sur Internet qui témoignaient de la mise en place de réseaux alternatifs aux médias traditionnels. Depuis, pétitions et propositions d'action collective (un linge blanc aux fenêtres, l'allumage de lumières le soir dans le monde entier, voire, plus classiquement, des pétitions) circulent sur le net, et l'impressionnante mobilisation mondiale contre l'attaque américaine de l'Irak doit certainement beaucoup à la diffusion rapide des informations. Des listes de discussion, voire des réactions vives aux opinions exprimées par des individus engendrent des débats que nul autre média n'abrite aujourd'hui. Un exemple belge récent: le «Manifeste bruxellois» émanant de l'asbl *Manifesto*, qui plaide en faveur de la prise en considération des problèmes spécifiques à la Région bilingue de Bruxelles-capitale par le monde politique traduit la sensibilité d'intellectuels bruxellois des deux communautés linguistiques. Le texte, qui est censé prendre une existence publique, circule essentiellement sur Internet (www.manifestobru.be), et ses auteurs, s'ils ne sont pas des inconnus sur la place, n'ont pas une stature médiatique considérable.

Il semble donc qu'on assiste au déclin de la forme canonique de l'engagement public des grands intellectuels (le «modèle français»), mais ce déclin est largement compensé par la circulation impressionnante des engagements intellectuels par les moyens de communication légers que sont les réseaux modernes du net. Le problème de l'heure semble donc moins celui du silence des intellectuels que celui de la surdité des médias traditionnels.

■

Paul Aron

Les intellectuels médiatiques peuvent sans doute apparaître avant tout comme des faire-valoir de la pensée dominante plutôt que comme des forces critiques.

¹ Voir l'entretien de Jean Sloover en pages 8-9.

Paul Aron est professeur en langues et littératures romanes à l'ULB.

La responsabilité des intellectuels

Traiter ce thème, c’est entrer en visiteur dans une demeure et se trouver devant trois portes.

La première ouvre sur l’action engagée d’intellectuels dits de «gauche» ou de «droite», jouant le rôle de vecteurs d’énergie novatrice. La deuxième permet de pénétrer la dimension de la sagesse mesurée, liée à la connaissance profonde des antagonismes de la pensée des hommes. La troisième mène au long couloir de la créativité, scientifique ou artistique.

Un tel thème éveille immédiatement une notion peu priseée à notre époque de grande démocratisation, une démocratisation à vrai dire fort salutaire après les aventures pénibles du féodal, du dictatorial, du clérical. Nous voulons parler de la notion d’«élite», trop souvent affublée d’une finale en «isme». L’élitisme est l’une des cibles privilégiées des archers de l’égalitaire.

De fait, l’élitisme avéré constitue une plaie sociétaire, avec son cortège de donneurs de leçons nimbés d’arrogance, qui souvent sonnent creux.

Mais nous croyons que l’espèce humaine n’a progressé depuis l’ère du silex que grâce à une poignée de «gens en avance» sur leur temps. Des hommes fort souvent malaimés car différents, critiqués car novateurs, assassinés car dangereux pour les structures établies, séculières ou religieuses.

Certes, le principe de l’égalité entre les hommes est l’un des plus «sacrés» de l’éthique, car il signifie que personne ne peut plus être le serf d’un autre, que chacun a droit au respect, à l’éducation, à la santé, à la justice. Mais il est évident que cette notion essentielle, qui sous-tend tout l’édifice de la dignité humaine, ne peut être «prolongée» jusqu’à l’absurde. De toute évidence, cette affirmation, nouvelle et fragile, de l’égalité humaine inscrite dans les droits de l’Homme n’implique pas que la génétique, le cadre familial, l’ampleur de l’éducation, en un mot «la chance de vie», puissent être placés dans les couveuses *alpha*, les plus performantes d’un «meilleur des mondes» à la Huxley.

Seuls des constructeurs d’utopies délirantes peuvent élaborer des projets où l’inégalité serait éradiquée d’une société humaine idéale. Nous ne serons jamais des fourmis ou des abeilles ouvrières, toutes semblables en leurs fonctions instinctives.

En conséquence, le thème de la responsabilité des intellectuels concerne le rôle de l’élite de la pensée.

La première porte, celle de l’engagement

Derrière elle, résident les «intellectuels orientés», ceux qui entendent servir une cause. Cette dynamique est fondatrice des ébranlements de la société. Elle agit comme agent de mutation. Elle est la vie de la pensée, multiple, changeante, contrastée et parfois... virulente ou même violente. Il apparaît vite que ces orientations de l’esprit sont des phénomènes de mode, oscillant en des alternances aussi anciennes que l’espèce humaine.

Ainsi, la pensée «parisienne» après la dernière guerre. Un jaillissement d’idées qui fit de la France d’alors un centre culturel flamboyant. Inexorablement, la «splendeur» de la gauche renversait les certitudes de l’Ancien Régime, nées de l’esprit d’une droite opposée aux «vertus» du Front populaire. Et tout ce train lancé à pleine vitesse arriva en gare en 1968...

Un fantastique bousculement, tel que le général de Gaulle alla demander l’appui de l’armée en Allemagne. Tel que les communistes ne suivirent pas le mouvement étudiant. Les pavés ne devinrent pas barricades et le Premier ministre Georges Pompidou signa un compromis.

Et toutes les grandes eaux de la belle fontaine devinrent mare étale.

Quand nous allons à présent à Saint-Germain-des-Près, les fantômes nous font encore signe, car leurs lumières ont fait escorte à notre jeunesse. Mais qui les «voit» encore, sinon les «anciens»?

Ainsi, Lénine est mort, pour de bon. Mao ne cesse d’expirer. Castro fume ses derniers havanes. Mustafa Kemal fait ses bagages... pour laisser la place à d’autres héros des temps venus et à venir, servis par d’autres intellectuels en effervescence, en faveur ou à l’encontre des multiples thèses contrastées.

Une grande roue qui tourne, tourne, comme un karma collectif. Un cycle où alternent éternellement la primauté de la droite puis de la gauche, du religieux et du laïque, de l’autorité et de la liberté, du capital et du social, tour à tour. En de vastes entrecroisements aléatoires.

Que tout ce tohu-bohu soit vain? Certes non. Il est comme le blé qui pousse, donne une moisson le temps d’un été nourricier, et qui ensuite devient paille pour la litière de l’Histoire. Et que ces beaux épis prennent conscience qu’ils ne sont là que pour un temps fugace. Cela les rendrait moins méprisants, moins docteurs en certitudes, moins agressifs et, osons le dire, moins souvent irresponsables au point d’en devenir dangereux. Les fosses communes sont pleines de martyrs éliminés par les maîtres à penser de droite et de gauche. Les barbelés rouges ont tué autant que les barbelés noirs.

La deuxième porte, les porteurs de sagesse

Marguerite Yourcenar écrit dans *Les mémoires d’Hadrien*: «Jose compter sur ces continuateurs placés à intervalles irréguliers le long des siècles, sur cette intermittente immortalité». Des hommes et des femmes inscrits dans le grand cheminement de l’histoire humaine.

Il existe des penseurs «durables». Durables, il est vrai, à l’échelle de la durée de l’humanité, elle-même collectivement mortelle quand viendra la géante rouge solaire annoncée lorsque l’hélium prendra la place de l’hydrogène. Si l’humanité ne s’est pas suicidée auparavant.

La responsabilité de ces «sages» est d’assurer le mieux possible la ligne morale de la société. Ce n’est guère aisé, car ces «gardiens» sont en butte aux agressions obscurantistes ou ultra-libérées, aux dénigrements, à la dérision, à l’imbécillité.

Ils sont non seulement des gardiens, mais aussi des chercheurs de sens essentiels. Un tel rôle requiert une quête permanente de la pondération, de la tolérance, de l’objectivité. Un investissement qui vaut bien, en termes de constance dynamique, celui des intellectuels engagés, ceux de la première porte.

Les artistes et les scientifiques, la dernière porte

Les artistes... ceux qui apportent la part de rêve qui transcende l’humain en sa frange imaginative.

Ceux qui ont hissé le destin de l’homme au-dessus de son sort naturel, celui de subir, de craindre, de survivre au creux des forces inconnues qu’il faut, pour beaucoup, se résoudre à adorer peureusement, en courbant l’échine.

Là, plus encore que dans les deux premières catégories d’intellectuels, le sentiment de dépassement de la normalité s’impose. Nietzsche considérerait cette «excellence esthétique» comme le critère suprême de l’élévation humaine.

Mais la filière scientifique vaut bien pareil respect.

Mesurons «l’excentricité mentale» qu’il fallut à un Einstein pour renoncer à ses sens et user de l’abstraction mathématique pour «relativiser» le monde en son insaisissable réalité!

Refermons les portes, sortons retrouver la Cité et le grand mélange de la vie communautaire. Une vie où lentement se répand une carence culturelle abyssale. L’éducation prend l’eau sous les contraintes économiques, certes, mais elle sombre aussi par la faute d’un déshabillage systématique des branches de la formation citoyenne.

L’histoire, la géographie, la philosophie sont aux abonnés absents.

L’audiovisuel supplante la lecture «sans image».

Certes, ceux qui construisent cet audiovisuel sont des créateurs d’un «nouveau monde», mais leurs productions altèrent la construction libre de l’imaginaire individuel de leur public.

Ainsi, «l’Apprenti sorcier» s’imprime en un «Mickey et ses balais magiques».

Ainsi, décline la connaissance de la musique. Le baffle et l’écouteur remplacent l’acquisition personnelle d’une expression sonore. Privé de tout apprentissage, ce public «amointri» sera le plus souvent condamné à frapper sur des tambours pour tenter de s’exprimer.

Le pire est que cet effondrement suscite un ressac de méfiance hostile à l’égard des groupes qui résistent au courant général. La culture devient mal vue.

La victoire du Front populaire: la fête à Montrouge en 1936.

La création de la chaîne «Arte» a ainsi suscité une levée de boucliers. Une chaîne sportive, une chaîne sexy, une chaîne de feuillets... oui, certes. Mais un programme pour une «élite»! Autant faire renaître les privilèges de l’Ancien Régime.

Il y avait dans ce projet comme une insulte faite au peuple de ne pas se satisfaire d’une production liée à l’audimat.

Ce climat de décadence est le résultat, selon nous, d’une gestion déplorable des pouvoirs publics. Ainsi, les budgets de l’enseignement saignés à blanc, les réformes des cours par à-coups contradictoires, l’absence d’encadrement moral des citoyens, le glissement des médias vers les enfers de la médiocrité lucrative sont autant de «pentes» qui convergent vers la grande citerne où se noie la culture.

Plus que jamais, en cette année 2003, se fissure le Droit, se déchirent l’ONU, l’OTAN, et l’Union européenne.

Le monde des peuples assiste impuissant à l’opiniâtre folie hégémonique de certains gouvernants habités de certitudes, dont la violence guerrière et verbale n’égale que l’arrogance et la mauvaise foi.

Et la peur de déplaire aux meneurs de ce jeu brutal entraîne un ébranlement de l’éthique planétaire.

Le rôle des intellectuels authentiques devient alors vital.

Qu’ils soient de droite ou de gauche, qu’ils soient croyants ou non-croyants, qu’ils descendent de Camus ou de Mauriac, peu importe.

Une grande chaîne d’union des «raisonnables» peut seule sauver le vaste village de notre planète bleue. ■

Jacques Rifflet

L'entretien de Jean Sloover avec Jean-François Sirinelli

L'engagement des clercs: une aventure française

De l'affaire Dreyfus jusqu'à Pol Pot, les intellectuels ont été aux prises avec l'événement. Aujourd'hui ils se remettent doucement de leur gueule de bois...

Ils ne sont pas sans reproche. Ils se sont parfois perdus en des combats douteux. Ils n'ont pas toujours soutenu les bons modèles. Mais au moins ils étaient là. Et ils ont pu, bon an, mal an, pendant des décennies, jouer le rôle de farouches gardiens du Temple des valeurs des Lumières, du progrès et de l'antifascisme. «Ils» ce sont les intellectuels français. Tantôt prophètes éclairés, tantôt «missionnaires infidèles», ces maîtres spirituels ont irradié bien au-delà de l'Hexagone. En crise depuis le milieu des années septante, ils se sont longtemps réfugiés dans un silence frileux, échaudés par leurs méprises et leurs fourvoiements. Mais peut-être, *a posteriori*, valait-il mieux prendre le risque de commettre des erreurs, même lourdes quelquefois, que laisser le champ libre à tous ceux qui, de la droite extrême aux hérauts du «turbo-capitalisme», fourrier de «l'horreur économique», n'attendaient que le mutisme des «mandarins» pour opérer leurs alarmantes restaurations...

Jean-François Sirinelli, avec Pascal Ory, vous avez publié un livre intitulé «*Les intellectuels en France: de l'affaire Dreyfus à nos jours*»*. Alors, qu'est-ce qu'un intellectuel? Il y a plusieurs définitions. La plus courante désigne l'intellectuel comme un homme de culture ou de savoir qui contribue à élargir le patrimoine culturel dans une communauté ou à faire progresser le savoir scientifique dans une discipline. Mais la notion d'intellectuel a aussi une histoire propre à la France où elle s'applique à ces hommes de culture ou de savoir qui prennent la parole dans le débat public.

Ces deux concepts sont davantage complémentaires que contradictoires?

Tout à fait. Ces personnalités, en s'appuyant sur leur statut d'expert, s'expriment en excipant de la notoriété reconnue qu'ils ont acquise dans les domaines culturels ou scientifiques. Comme historien, c'est surtout cette seconde définition que nous avons privilégiée dès lors qu'elle laisse des traces visibles. En France, en tous cas, la notion d'intellectuel et celle d'engagement vont souvent de pair. Néanmoins, il faut prendre garde: l'œuvre d'un intellec-

tuel peut aussi marquer le débat public indépendamment de son engagement politique.

Les intellectuels: un «cinquième pouvoir»?

Nuançons. La capacité des intellectuels à influencer le débat public s'est développée parallèlement à la montée en puissance de la presse, «quatrième pouvoir». Les intellectuels sont, au départ, des hommes de l'imprimé, dont la parole est relayée par les journaux. Ceux-ci ne sont que le support d'une pensée par ailleurs autonome: intellectuels et journalistes sont, à l'origine, deux catégories distinctes. De nos jours, les médias ont phagocyté le pouvoir des intellectuels qui s'est donc émoussé.

Pourquoi?

Parce que le «quatrième pouvoir» est aujourd'hui surtout audiovisuel et que les intellectuels sont en porte-à-faux par rapport à cet univers de l'image et du son. Soit ils n'y adhèrent pas et ils sont hors course. Soit ils y adhèrent et risquent alors de ne plus prononcer que des paroles lapidaires. Or, par essence, un intellectuel est celui qui prend le temps de décliner posément ses attendus et de fonder patiemment en raison sa prise de position politique. Son opinion est précisément regardée comme légitime parce qu'elle est adroitement étayée. Or une parole sommaire n'a rien de spécifique et ne vaut pas plus qu'une autre:

© Viollet/AFP

L'affaire Dreyfus: l'épisode fondateur des intellectuels engagés.

intellectuels, journalistes, citoyens sont dès lors sur un pied d'égalité. Bref: les médias audiovisuels diluent le pouvoir des intellectuels. Le «cinquième pouvoir» n'a jamais existé. Mais nous nous en éloignons.

Les «mandarins» sont apparus au grand jour avec l'affaire Dreyfus?

L'affaire Dreyfus est effectivement l'épisode fondateur des intellectuels engagés. C'est à ce moment que des hommes de culture et de savoir s'investissent dans une action collective et qui se veut telle afin de faire triompher une cause qu'ils estiment juste. Néanmoins, ce sont les intellectuels eux-mêmes qui revendiquent cette date de naissance identitaire. L'historien, en effet, relève des interventions de savants et de lettrés sur l'Agora avant l'émergence des dreyfusards. Je songe aux philosophes des Lumières au XVIII^e siècle ou aux prises de position d'un Victor Hugo comme défenseur des valeurs libérales et républicaines.

Dans l'entre-deux guerres, les points de repère du débat politique et donc les données de l'engagement des clercs se modifient?

Le débat intellectuel va alors s'articuler autour de grandes idéologies globalisantes qui s'affirment comme explications totales du monde et de son histoire. Après la guerre 14-18, il va ainsi se focaliser sur la question du communisme, puis, dans les années trente, le fascisme se présente comme autre thème charnière, nourrissant à son tour l'antifascisme. Même s'il demeure là quelque chose du combat dreyfusard –comme la défense des libertés– ces sujets de controverses sont nouveaux et confèrent une place considérable, dans le débat politique, aux intellectuels qui deviennent les pourvoyeurs des grandes idéologies qui surviennent.

«Les années orphelines»

L'âge d'or des intellectuels?

On peut dire cela, en effet, même si cette période s'est prolongée durant la guerre froide où le monde a continué à être divisé selon une fracture de nature idéologique, y compris au sein du processus de décolonisation.

Les intellectuels français sont plutôt à gauche?

Cela tient au fait que la Seconde Guerre mondiale a déséquilibré le rapport de forces idéologiques entre la gauche et l'extrême gauche, d'une part, la droite et l'extrême droite, d'autre part, ces dernières étant discréditées à la suite de l'occupation nazie, du régime de Vichy et du génocide des Juifs. La Libération confère ainsi une suprématie à l'intelligentsia de gauche et d'extrême gauche pour plusieurs décennies.

Le livre parle de la «révolution de 1975» pour désigner le nouveau renversement culturel qui s'opère au milieu des années septante. De quoi s'agit-il?

Plusieurs moments forts balisent ce basculement. Le premier est la publication de *L'archipel du Goulag*, lequel nourrit rapidement une vaste critique du marxisme venue cette fois de la gauche. Une démarche qui contraint les intellectuels à remettre en cause leur identité profonde. Le deuxième repère concerne la démaoïsation rampante qui met fin à l'image de la Chine populaire comme modèle de remplacement après l'URSS mise à mal par le livre de Soljenitsyne. Enfin, troisième coup dur pour les intellectuels, la tragédie des *boat peoples* et les massacres au Cambodge qui défigurent la chute de Saïgon qu'ils avaient souvent saluée comme une victoire.

Critique du marxisme, absence de modèle alternatif, combats identitaires indéfinissables: la crise idéologique est donc profonde.

C'est l'époque où Jean-Claude Guillebaud écrit «Les années orphelines»...

Révélateur! C'est sur toutes ces cendres que progresse alors la nouvelle droite?

Lorsque les intellectuels de gauche tenaient le devant de la scène, une telle progression était inimaginable. Il y a là effectivement une sorte d'appel du vide: le silence des intellectuels de gauche traumatisés par leurs déconvenues a favorisé la propagation d'idées qu'ils avaient longtemps confinées à quelques cercles confidentiels.

L'adieu au marxisme

Ne pensez-vous pas que la fin des «Trente glorieuses», la crise de la régulation keynésienne illustrée par l'abandon du Programme commun de la gauche et le revirement de la politique économique du gouvernement socialiste sous le premier septennat de Mitterrand constituent des événements qui expliquent aussi largement le basculement de 1975?

Si, c'est essentiel. Les années quatre-vingt sont une période de crises pour les intellectuels français. À ces crises s'ajoutent alors, effectivement, l'abandon larvé, dans les faits, du marxisme par la gauche française et son ralliement progressif à l'économie de marché qui cesse ainsi d'être un enjeu de débats entre les deux ailes du spectre politique. D'où un rééquilibrage des forces au profit de la droite libérale qui va se renforcer sensiblement durant la période Reagan et Thatcher.

Il y a néanmoins, depuis 1995, un retour des intellectuels sur la scène intérieure française.

La droite française, fortement influencée par les penseurs du libéralisme économique, perd les élections présidentielles en 1988: la grande transformation inaugurée en 1975 n'a pas débouché sur une victoire par KO de la droite. En même temps, le milieu intellectuel se reconstruit: une intelligentsia socialiste remplace progressivement l'ancienne intelligentsia communiste. Ses thèmes de prédilection –les droits de l'Homme, l'humanitaire– se rejoignent dans le devoir d'ingérence qui offre aux intellectuels l'occasion de redonner de la voix lors de la première Guerre du Golfe, puis de la guerre civile en ex-Yugoslavie.

Ce «retour des intellectuels» révèle néanmoins deux sensibilités politiques distinctes?

En 1995, le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale –plus ou moins acceptée par les sociaux-démocrates– et les grandes grèves auquel il donne lieu, signent effectivement la surrection d'une ultra-gauche sous la figure tutélaire de Pierre Bourdieu. Cette nouvelle gauche radicale prend des couleurs sur des thèmes comme la mondialisation, les sans-papiers, les certificats d'hébergement, etc. On assiste donc bien à une reconstruction, mais plurielle: les champs d'intervention et les valeurs ne sont pas encore clairement établis. D'ailleurs, dans des épisodes comme la récente guerre américaine contre l'Irak, le silence des intellectuels n'a pas tout à fait disparu. Les grandes voix du passé –Sartre, Aron, Camus– ne sont toujours pas remplacées...

La notion d'intellectuel a aussi une histoire propre à la France où elle s'applique à ces hommes de culture ou de savoir qui prennent la parole dans le débat public.

* Éditions Armand Colin, 282 pages.

Engagement et singularité belge

Différence d'échelle médiatique, proximité des protagonistes, confédéralisme rampant... quelques-uns parmi les éléments qui singularisent la Belgique intellectuelle de ses voisins hexagonaux.

Ouvrons le *Petit Robert*. Étymologiquement, l'engagement suppose le gage, soit l'objet déposé à titre de garantie pour le paiement d'une dette, soit «l'objet que le joueur dépose chaque fois qu'il se trompe et qu'il ne peut retirer, à la fin du jeu, qu'après avoir subi une pénitence». On aurait bien tort de croire qu'un engagement où s'associent, pour le meilleur et pour le pire, le littéraire et le politique, puisse dissimuler ses origines romantiques. En raison du système de pensée dans lequel il cherche son accomplissement, il en va en effet de l'écrivain moderne comme d'un perpétuel *débiteur* duquel on exige à tout moment qu'il justifie sa place. Mais il n'en va pas moins de lui comme d'un *aventurier* toujours appelé à jouer sa réputation sur un coup de tête philosophique et toujours appelé à comparaître devant un tribunal du peuple qui n'est pas forcément imaginaire.

Ce petit exercice d'étymologie fait apparaître le climat singulier dans lequel s'inscrit, depuis l'émergence de la modernité, le parcours d'un écrivain. Privée du soutien des mécènes, veuve de ces traditions rhétoriques auxquelles elle se rattachait jadis, l'écriture littéraire relève de ces choses tolérables, mais contestables, qui suscitent la méfiance des honnêtes gens, d'autant plus craintifs qu'ils sont calculateurs. Est-elle rentable? On la loue comme on loue une entreprise qui marche. Ne l'est-elle point? On crie au parasitisme. Alors l'écrivain fait figure d'aristocrate déchu dont les manières n'amusent plus que lui ou les membres de sa caste: il est avec d'autres l'affreux profiteur d'un État-providence qui devrait avoir toutes les raisons néo-libérales de modérer sa générosité.

On peut concevoir, dans ces conditions, que tout pousse l'écrivain sinon à défier systématiquement cet ordre bourgeois qui le place mentalement en résidence surveillée, du moins à le subvertir par l'ironie, à le mettre mal à l'aise. En lui l'aventurier fait la nique au débiteur. On le proclamait dangereux, il le sera. Ou du moins cherchera-t-il à l'être. Il se fera une gloire d'être maudit. Mieux vaut dans certains cas être en porte-à-faux que de se voir réduit à l'état de mort-vivant. Souvent les sympathies totalitaires n'ont d'autre origine que la volonté de faire enrager qui semble vous dénier le droit à l'existence. L'écrivain se prend pour un surhomme et le défi qu'il lance aux dieux se conclut comme dans la tragédie: enchaîné à son rocher, le nouveau Prométhée attend chaque jour l'arrivée du rapace qui vient lui dévorer le foie.

3 têtes, Jean-Pierre Ransonnet (Galerie Jacques Cerami, Loverval - 071/56.17.66).

L'Histoire, tragédie et farce?

Cette description de l'écrivain engagé vise un type idéal, on l'aura compris, mais qui a tendu à se complexifier, à se brouiller, voire à se pervertir, au fur et à mesure que nos sociétés, fondées sur la course à la rentabilité, se démocratisaient et entouraient les créateurs d'insidieux filets de protection. La figure du poète maudit (en vers ou en prose) a fini par s'estomper. À la longue, quel profit de distinction peut-on retirer de défier un pouvoir chargé d'arbitrer plus que de réprimer et qui, selon les analyses de Tocqueville, tout en sacrifiant à l'empire moral de la majorité l'orgueil de l'individu, lui faisait, s'il était écrivain, une obligation de plaire à un public composé de gens pressés, avides de «beauté facile» et vite absorbée, pimentée d'«inattendu» et de «nouveau»? L'industrialisation de la littérature s'est effectuée dans un climat où tout semblait désormais programmé, même le scandale. Théoriquement l'individu était libre. En réalité, on l'encourageait, sous le regard paternel de l'État, à s'abandonner à une esthétique de l'intensité, selon la formule de Paul Veyne². Commerce, médiatisation, tyrannie du nombre et sentiment universellement répandu de l'égalité (pourquoi un tel occupe-t-il la tribune et pas moi?) ne pouvaient que mettre à mal, quand ils ne la ridiculisaient pas purement et simplement (voyez le triste sort de BHL) la prétention de l'intellectuel à s'engager.

La nostalgie d'un après-guerre manichéen où les lendemains communistes chantaient comme le chant des forêts de Chostakovitch est toujours vive en France, on l'a vu

récemment lors de la publication d'un pamphlet, hélas très rapide, de Daniel Lindenberg, consacré à la fustigation des nouveaux réactionnaires ou prétendus tels³. Mais ce genre de polémique aussi vite oubliée qu'un mauvais feuilleton n'est-il pas la preuve consternante que l'Histoire, après avoir été tragédie, est vouée à se répéter sous forme de farce⁴?

Vue du côté francophone, la scène littéraire belge échappe-t-elle à la règle? On y est, apparemment, plus policé, plus feutré qu'ailleurs - plus provincial, diront certains. L'écho des querelles parisiennes s'y fait entendre, mais avec un retard qui peut paraître bienfaisant, puisqu'il favorise la prise de distance critique. Ainsi la polémique autour des néo-fascistes hexagonaux, accusés d'avoir favorisé Le Pen au détriment de Jospin, n'a guère fait de vagues dans nos parages. La différence d'échelle médiatique, mais aussi, peut-être, une plus grande proximité entre des acteurs soucieux d'éviter les conflits de personne dans un petit monde où chacun finit par se retrouver en face de l'adversaire présumé, y sont sans doute pour beaucoup. Faut-il s'étonner en outre que les défis prométhéens aient moins d'échos qu'ailleurs, dans un contexte de décentralisation réelle et de confédéralisme rampant où l'incitation constante à ruser, sinon à en finir carrément, avec l'unité nationale mine la haute idée que chacun peut avoir de son identité⁵?

Un rapport moins naturel, plus problématique, à une langue française ressentie parfois comme un corps étranger a eu sur les esprits des effets contradictoires. Il a frayé la voie au purisme du bon usage, à l'autosurveillance maniaque, ou, dans un sens opposé, à la subversion ironique, voire à l'irrégularité assumée, aux épousailles morgana-tiques entre le verbe abstrait et l'image concrète⁶. Ne doutons pas un instant que si, en Belgique, le surréalisme a «pris» dans tous les sens du terme, on le doit précisément à ce qui le rendait intolérable aux yeux du Sartre de *Qu'est-ce que la littérature?*⁷. L'écrivain qui se voulait alors fidèle compagnon de route du prolétariat se faisait un devoir de jeter le discrédit sur la dissolution de la subjectivité impliquée à ses yeux dans l'activité surréaliste. L'homme qui rêvait d'unité retrouvée, de synthèse magistrale au sein de la famille ouvrière réduisait le mouvement de Breton au «projet d'anéantir tout le réel en s'anéantis-sant avec lui». Il faisait état d'un «néant qui est seulement le papillottement sans fin des contradictions». L'«éner-vante tension» n'était pas du goût d'un philosophe rationaliste qui, au nom de la révolution stalinienne, avait ten-dance à accuser ses ennemis de parasitisme.

Il y a engagement et engagement

Les anathèmes de Sartre plongent le lecteur d'aujourd'hui dans un abîme de perplexité. N'y a-t-il pour les écrivains et pour les artistes d'autre engagement possible que celui qui se propose de renverser l'État bourgeois pour lui substituer une dictature marxiste? Ou existe-t-il d'autres manières de perturber l'ordre établi que le ralliement à une doctrine qui a largement montré ses insuffisances théoriques et ses implications politiques et esthétiques désastreuses? Comme tout de nos jours semble soluble dans l'alcool néocapitaliste, y compris l'opposition au néo-capitalisme, la réponse à ces questions risque de se faire longtemps attendre. Essayons de patienter en compagnie des véritables dissidents, ces empêcheurs de tourner en rond que sont tout de même, n'en déplaise aux esprits chagrins, les écrivains et les artistes quand ils prennent au sérieux leur art, quand ils y engagent tout leur être.

Que retiendrons-nous d'un Charles De Coster, père fonda-teur de nos lettres? Ses écrits journalistiques pleins de bonnes intentions, mais aussi de clichés romantiques et de bouffées d'anticléricalisme qui nous paraissent hors de saison⁸? Ou bien plutôt sa *Légende d'Ulenspiegel* et l'air de liberté qu'elle fait encore souffler dans nos cœurs? Et que dirons-nous de la peinture de Magritte, quelles qu'en soient les récupérations publicitaires, sinon qu'elle a gardé tout son pouvoir de subversion? Ne conteste-t-elle point de la façon la plus radicale l'idée saugrenue, bien que platonicienne, qu'une chose ne peut porter d'autre nom que celui qu'elle porte et qu'entre un tableau repré-sentant une pipe et l'objet réel baptisé pipe en vertu d'une pure convention, il faudrait postuler une relation de néces-sité? Un attentat pictural contre la raison qui se croit seule capable de légiférer n'a-t-il pas, à la longue, plus d'effica-cité qu'un attentat réel?

On se voit donc, par d'autres voies, amené aux mêmes conclusions que Pierre Mertens dans son dernier ouvrage⁹. Il y a engagement et engagement. Engagement superficiel, épidermique, produit d'une réaction à chaud qui ne fait courir aucun risque à l'écrivain engagé (tout le monde ne peut égaler Zola et se résoudre à l'exil physique et mental qu'inflige au fâcheux dissident la société des honnêtes gens¹⁰) et engagement dans le style, dans l'écrit-ure, qui est «à la limite inconscient», parce qu'«il a tout à gagner à l'être». Et Mertens de citer Proust, «*peintre d'une société*», et Kafka, «*prophète épouvanté du temps du mépris*». Il n'y a pas d'écriture vraie qui ne soit visionnaire, qui ne fasse apparaître, ô ironie, ce que chacun avait devant les yeux mais n'avait pas la capacité de voir. ■

Michel Grodent

ERRATUM

Une erreur d'impression s'est malheureusement produite en page 14 du numéro 310 d'«Espace de Libertés» (avril 2003). Le premier paragraphe de la deuxième colonne de l'article «La terreur au travail a enfin sa théorie», doit se lire de la manière suivante:

- D'après D. Lhuillier et M. Muller, qui décrivent plusieurs cas de gestion par la peur dans leurs ouvrages respectifs, il existe en effet un certain nombre de critères facilitants.
- Un contexte socioéconomique anxiogène est «la» condition *sine qua non*. Peu de travail disponible, un grand nombre de candidats augmentent le seuil de tolérance. On accepte beaucoup de choses quand on est aux abois...
 - Une absence ou, à tout le moins, un médiocre système de protection sociale des travailleurs se greffe «naturelle-ment» sur un contexte économique défaillant. Plus la «facilité» de licencier est grande, plus le contexte de départ pourra être géré en toute impunité.
 - La rupture du principe de solidarité entre travailleurs est également préconisée. Le manager pourra par exemple convoquer à tour de rôle ses divers employés dans son bureau, officiellement pour faire le point sur certains dossiers, officieusement pour stigmatiser le comporte-ment de Mme Martin ou de M. Durand... On joue sur le non-dit, les regards, les sourires crispés... «Qu'a-t-elle dit? De quoi ont-ils parlé?...».
 - L'isolement physique de la «cible», dos au mur ou... à l'aveugle (les célèbres paysagers sont excellents dans ces circonstances!) et la parcellisation des lieux de tra-vail sont également préconisés.

⁵ Interrogé récemment (*Le Soir* du 15 juillet 2002), Roger Lallemand nous faisait observer que de part et d'autre de la fron-tière linguistique se déploie «une réalité culturelle centrée sur le goût du négatif» et cor-respondant «à la dis-parité institutionnelle». Il rappelait le mot de Paul Willems: «J'aime le non-État qu'est ce pays».

⁶ Sur les irréguliers, v. le texte de Marc Quaghe-beur dans *Un pays d'irréguliers*, Bruxelles, Labor, 1990, p. 109 à 130. «*En France*, conclut Quaghe-beur, la langue va de soi. Elle n'est point faite de trous et d'amidon».

⁷ Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littéra-ture?*, Gallimard, Idées, pp. 220 et sq. et 360 et sq. (Situation de l'écri-vain en 1947).

⁸ Cf. Raymond Trousson, «Charles De Coster jour-naliste. Politique sociale et anticléricalisme», in *Laïcité et classe sociale 1789-1945*, En hommage à John Bartier, sous la direction d'André Miroir, Bruxelles, Espace de Libertés, Éd. du Centre d'Action Laïque, 1992, p. 32 à 44.

⁹ Pierre Mertens, *À propos de l'engagement littéraire*, présentation de Michel Biron, Montréal, Lux, collec-tion «Lettres Libres».

¹⁰ Exilé par nature, le véritable intellectuel selon Edward Saïd n'a «ni poste à protéger, ni territoire à consolider ou à conserver» (cf. *Des intellectuels et du pouvoir*, tr. fr., Paris, Éditions du Seuil, 1996).

Un entretien avec René Zayan

L'autre révolution de la jeunesse

Pourquoi une certaine jeunesse vote-t-elle pour l'extrême droite? Professeur à l'UCL, René Zayan voit dans cette attitude une «pseudo-révolution» décelable dès l'entre-deux-guerres. Une sorte de «fuck the establishment» qui revendique ses Lettres.

Pourquoi l'extrême droite - ou du moins les courants politiques que l'on reprend sous cette expression - attire-t-elle la jeunesse?

Réné Zayan: Parce qu'il existe une psychologie typique de l'adolescent ou du jeune universitaire qui cherche à s'engager contre ce qui est établi: la famille, mais également le système capitaliste bourgeois. D'où révolte. Les jeunes sont rarement conservateurs. Les anticonformistes des années trente sont des intellectuels qui ont dénoncé la guerre, puis la démocratie parlementaire. Il s'agit d'un romantisme pseudo-révolutionnaire. Si la littérature humaniste est optimiste et met toujours l'accent sur la sagesse, les écrivains et les philosophes qui plaisent à la jeunesse dite d'extrême droite sont précisément des jeunes. Ou alors ils ont eu la passion de la jeunesse. Pensez à Nietzsche: il s'est toujours opposé à tout ce qui voulait séparer l'homme de son instinct, de son agressivité, de sa sexualité, de sa joie. Et ce n'est pas un hasard si Drieu la Rochelle s'est suicidé à cinquante-deux ans lui qui, dans *La Comédie de Charleroi*, faisait dire à son héros: «Je ne suis ni de droite ni de gauche, je suis contre les vieux».

Dans vos écrits, vous évoquez également la figure du Roumain Cioran. Cioran a réinventé le français. Il est le philosophe et le styliste le plus prodigieusement représentatif d'un pessimisme et d'un nihilisme éblouissants. Il plaît beaucoup à la jeunesse parce qu'il affirme que ce monde ne mérite pas d'être connu. Il a admiré Hitler quand il est allé à Berlin, déclarant que le chancelier allait débarrasser la planète de cette civilisation humaniste de bibliothécaires, de décadents qui ont perdu le goût du sang. La tradition «Schopenhauer-Nietzsche» s'est aussi retrouvée chez des écrivains français qui ont fait la Première Guerre. Elle les a exaltés. Plus loin, les premiers romans d'André Malraux, par exemple, partici-

Cioran: un pessimisme et un nihilisme éblouissants.

pent de ce courant où l'homme est près de son corps. Mais ces écrivains n'ont pas aimé la guerre. Ils dénoncent, comme Drieu la Rochelle, l'absurdité d'avoir été libérés par des Américains. Pacifistes, ils ont compris que l'Europe devait se forger une identité. Drieu conseillait de la faire de l'Atlantique à l'Oural, contre les patries, car les patries c'est le nationalisme. Pour résister à Moscou, mais aussi aux Balkans - nous sommes en 1931.

Les auteurs dont vous parlez sont généralement français. Chez nous, les élections législatives et la problématique posée par l'influence grandissante du Vlaams Blok sont l'occasion d'évoquer la figure de Joris Van Severen, le fondateur du Verdinaso.

C'était un intellectuel raffiné qui avait compris que les Flamands avaient été la chair à canon de l'armée belge durant la Première Guerre mondiale. Il a préconisé une Flandre qui ne soit plus dans la Belgique, mais dans l'Europe. Il expliquait que, si l'on voulait éviter une autre guerre, il fallait en finir avec les nationalismes français et allemand, créer une Europe des peuples.

Ces lectures et ces écrivains procèdent-ils d'une idéologie d'extrême droite, au sens que l'on prête généralement à ces mots aujourd'hui?

Non. Nous sommes à la limite plus proche d'une extrême gauche identitaire que de l'extrême droite. Car la droite, c'est le conservatisme. Des gens comme Drieu la Rochelle, Bertrand de Jouvenel et Emmanuel Berl étaient des révolutionnaires. Ils ont été les ennemis de la classe bourgeoise et de l'argent. Ils étaient pour la «restauration» du corps, pour la jeunesse qu'ils avaient vue en Italie et à Nuremberg. Disons-le clairement: ils étaient contre la dictature, mais également contre ces nations de vieillards que représentaient à leurs yeux les pays européens. Cela explique notamment pourquoi Robert Brasillach est tombé «amoureux» de Léon Degrelle, parlant de sa beauté originale, de l'animal politique, de sa jeunesse.

Parlons des jeunes d'aujourd'hui, ceux qui votent pour l'extrême droite flamande, ou dans une proportion moindre, wallonne.

Il existe une culture politique et idéologique d'extrême droite que l'on décèle dans les rencontres d'été du Front national, auxquelles le Vlaams Blok est invité. Nietzsche est une de leurs idoles, mais également Georges Sorel, le pronateur du syndicalisme révolutionnaire. Ernst Jünger est également une grande vedette de cette culture mythique d'une Europe païenne. Cette jeunesse a hérité du racisme français du XIX^e siècle, celui de Gustave Lebon notamment. La conception de la race est ici communautaire. On y retrouve l'ésotérisme, l'hindouisme, en fait la haine du catholicisme et même du christianisme mâtiné de mouvement ouvrier chrétien. Le catholicisme viril du Moyen Âge est apprécié, celui où les hommes se battaient pour des femmes et érigeaient des cathédrales.

Cette jeunesse est-elle antisémite?

Je réponds en affirmant que Drieu est l'idole de ces jeunes –sauf pour les néofascistes qui préfèrent Brasillach– et

Brasillach, Maurras, Drieu la Rochelle: des piliers de la droite française. © Viollet/AFP.

qu'il n'a pratiquement écrit qu'un article sur les juifs en 1938, d'une façon extrêmement «rationnelle», pudique et sans invective. Il a été tellement peu antisémite que Céline écrivait au directeur du *Pilori*: «Moi, on sait ce que je pense des juifs. Mais Drieu, Montherlant, Chardonne... qu'est-ce qu'ils en pensent?»

S'agissant de la France, la figure de Charles Maurras reste-t-elle marquante?

Le versant réactionnaire s'est inspiré de l'Action française de Charles Maurras, qui a eu une grande influence sur le Parti catholique dans la Belgique d'avant-guerre et surtout sur Léon Degrelle. Ce sont des conservateurs. Ils luttent contre l'évolution d'une démocratie de plus en plus égalitariste au plan juridique. S'ils sont pour le bonheur du peuple, c'est à travers une élite. Mais ils n'existent pas vraiment politiquement, à défaut d'idées intéressantes. Ils restent nationalistes. En fait, ils forment l'aile droite de Le Pen.

Ces références politiques et littéraires datent pour la plupart de l'entre-deux-guerres. Mais les jeunes qui votent aujourd'hui pour le Vlaams Blok, le Front national ou le Parti de la Liberté sont-ils vraiment influencés par une littérature anachronique?

Oui. Et je suis de ceux qui ne cesse de dire en Belgique –je suis minoritaire et je ne suis pas écouté– «écoutons Robert Brasillach». Lorsqu'il nous livre le portrait de l'homme fasciste, en l'occurrence Degrelle, il nous dit que ceux qui, «plus tard voudront combattre le ou les fascismes devront très bien les connaître». Je suis de ceux qui prônent l'enseignement à nos universitaires de la pensée politique européenne identitaire. Ce que nous appelons entre guillemets et qui est faux: «l'extrême droite». Parce qu'il y a une vraie culture. Ces écrivains sont fascinants. Ils sont modernes et c'est pour cela que nos adversaires s'y réfèrent. Il faut enseigner cela. En première année, nos étudiants ne connaissent pas le sens du mot démocratie. Quand ils défilent en criant «Haider est un nazi», c'est faux. Haider est un ultraconservateur autrichien. Pim Fortuyn est pour moi la réplique moderne de Degrelle. L'anticonformisme, l'humour, la moquerie, l'aisance, la sociabilité. Il y aura toujours des gens comme cela. Mon sentiment comme Français est celui d'une irritation, parce

que cette ignorance nous amène à des propositions qui ne sont pas discutées. Comme celle qui consiste à dire que la Belgique est un pays qui est fondamentalement unitaire et qui ne demande pas à être démantelé...

Nous n'avons abordé que la frange intellectuelle de cette jeunesse. Mais les partis d'extrême droite rassemblent également nombre de paumés. Ils sont en minorité. Je rappelle qu'en 1995, 18,7% de la jeunesse française entre 18 et 25 ans a voté Le Pen. Une étude a démontré que 10 à 25% d'entre eux sont incapables de comprendre le sens de base d'un article vulgarisé sur un sujet de société. Mais les dirigeants, eux, ne sont pas des paumés. Je peux ainsi déceler dans les propos –«intelligents»– de Marine Le Pen l'influence de Drieu la Rochelle.

Vous dites que ces jeunes n'aiment pas la vieillesse. Mais que ce soit au Vlaams Blok où Karel Dillen a longtemps dirigé le parti ou au FN de Jean-Marie Le Pen, on a affaire à des gens âgés.

Cela confirme que quand on est vieillard et de droite, on est très énergique (rires).

Peut-on dire aujourd'hui que les aspirations d'un jeune membre du Blok, du Parti de la Liberté ou du FN sont les mêmes, peu importent les frontières?

Oui. J'aurais même tendance à dire qu'actuellement ces mouvements s'apprêtent à trouver une synthèse fédératrice. Leurs valeurs sont communes. Si la démocratie parlementaire ne se révolutionne pas, elle va agoniser. La jeunesse est insatisfaite, en désarroi. Il y a des problèmes sociaux et économiques qui sont irrésolus depuis longtemps. Soit ils vont fédérer les jeunes vers une mystique de l'intégration de l'islam, de l'entraide au tiers-monde. Soit ils seront fédérateurs d'une révolution nationaliste européenne.

Propos recueillis par Pascal Martin

Lorsqu'il nous livre le portrait de l'homme fasciste, en l'occurrence Degrelle, Brasillach nous dit que ceux qui «plus tard voudront combattre le ou les fascismes devront très bien les connaître».

René Zayan est éthologue. Il enseigne à la faculté de Psychologie de Louvain-la-Neuve. Il a abordé ces questions notamment dans la revue *Louvain*.

Les scientifiques: (ir)responsables et (dés)engagés?

Après l'euphorie scientifique des «golden sixties», après le catastrophisme des années 1980, après la mise en perspective de la décennie 1990, la société occidentale arrive à un moment critique: celui des décisions. Les progrès techniques et scientifiques de la seconde moitié du vingtième siècle ont conduit à une civilisation sans précédent. Cela ne va pas sans poser des questions sur notre avenir, sur les risques encourus par toute la biosphère. Le dernier demi-siècle sera une parenthèse unique dans l'histoire de l'humanité. Le réchauffement de l'atmosphère mais le nécessaire approvisionnement énergétique, la pollution des villes mais l'indispensable transport, la modification de nos campagnes mais l'équilibre naturel, le développement technologique mais la place de l'individu, l'agriculture occidentale trop performante mais la faim persistante dans des continents entiers: autant de contradictions avec lesquelles nous ne pourrions vivre sans une réflexion approfondie. En raison de la place des sciences dans cette réflexion, la responsabilité des scientifiques sera engagée.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'un scientifique? Lorsque l'on parle de sujets autres que les sciences, on distingue de nombreuses catégories d'intellectuels: philosophes, politiques, psychologues, et bien d'autres. Dans le langage courant, on semble mettre tous les scientifiques dans le même panier, alors qu'il y a des différences majeures entre un biologiste et un ingénieur, un physicien et un vétérinaire. Il n'y a donc guère de sens de parler de l'engagement des «scientifiques», comme s'il n'y en avait qu'une catégorie.

Néanmoins, dans le contexte actuel, face aux problèmes posés par les applications des sciences à la société, on peut quand même dire que les scientifiques réagissent de plusieurs manières, selon leur éthique professionnelle. On distingue trois attitudes principales, à savoir deux traditionnelles: l'attitude humaniste et l'attitude scientiste, et une plus récente: l'attitude critique.

Attitudes

Suivant l'attitude humaniste, l'activité scientifique est définie comme la poursuite de la connaissance afin d'atteindre à la sagesse. Seuls comptent le raisonnement, les connaissances personnelles sur la vérité, scientifique ou absolue. Ce qui conduit le scientifique à se réfugier dans l'attentisme, voire l'abstentionnisme. Cette attitude est rare aujourd'hui.

Suivant l'attitude scientiste, l'activité scientifique est définie comme la poursuite de la connaissance pour elle-même, afin d'affiner notre représentation du monde. Dès lors, la science est pure, objective, neutre. Le scientifique n'est pas responsable individuellement de ce qu'il décou-

vre ni de ce qui est fait de ses recherches. Les scientifiques ne sont responsables que de la science elle-même, pas de ses applications, lesquelles sont du ressort des industriels et des politiciens. C'est l'attitude dominante dans la communauté scientifique. Affirmer que la science est neutre, c'est affirmer la séparation entre science et conviction. Dans les faits, cette séparation entre science et conviction est cependant loin d'être toujours vérifiée.

Suivant l'attitude critique, l'activité scientifique est considérée comme une activité humaine parmi les autres. La science elle-même ne peut être dissociée ni de la culture, ni de la société dans laquelle elle se développe. Si la science moderne s'est principalement développée en Occident, ce n'est pas un hasard, mais parce que la civilisation judéo-chrétienne est porteuse de la démarche scientifique. De plus, lorsque l'on regarde le fonctionnement de la recherche, on perçoit des différences de «style» entre sciences européenne, américaine ou russe. Ces styles différents proviennent de l'environnement politique, culturel, économique. La science est une source de puissance, et la responsabilité de ses applications incombe autant aux scientifiques (pris individuellement) qu'à la société. Pas plus que toute autre activité humaine, le développement de la science ne peut être laissé entièrement à lui-même: des limites doivent lui être imposées, collectivement par les scientifiques et la société.

Aujourd'hui, il semble que l'attitude scientiste domine largement parmi les scientifiques. D'où une séparation totale entre d'une part sciences, formation des scientifiques et enseignement des sciences et, d'autre part, éthique des sciences et applications. Depuis les années soixante et, surtout les années 80-90 (avec les travaux concernant l'hiver nucléaire, l'effet de serre, les armements «chirurgicaux», les autoroutes de l'information, voire la pollution ou les organismes génétiquement modifiés), de plus en plus de scientifiques ont pris conscience des applications diverses, parfois lointaines, de leurs travaux. L'attitude critique semble se développer. Néanmoins, dans la pratique, il convient aussi de se rendre compte qu'il y a différentes «catégories» de sciences et de liens avec le secteur marchand.

La question de l'attitude des scientifiques face aux enjeux de leurs recherches dépend aussi de leur place dans le «processus» scientifique: du fondamental aux technologies. Un chercheur théoricien en cosmologie n'aura pas la même attitude qu'un ingénieur chargé de concevoir une voiture.

Les scientifiques dits engagés sont plutôt des universitaires, hors de leur compétence directe de recherche (comme des théoriciens –souvent– qui réfléchissent aux retombées des technosciences vers la société).

Les scientifiques «appliqués» ou «impliqués dans la R&D» sont, eux, directement responsables et engagés, ne serait-ce que par l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Néanmoins, ce sont aussi ceux qui communiquent le moins au niveau politique, devoir de réserve oblige. Seuls ceux qui sont habilités par leur entreprise (et sont alors choisis pour leurs capacités de communication) sont au contact direct du public et des médias. Ce ne sont pas les plus critiques *a priori*, ce qui n'implique pas que, contrairement à certains discours, ils ne soient pas crédibles. Et leurs motivations valent la peine qu'on s'y attarde un peu.

Programmes militaires

Des cas particulièrement intéressants concernent les scientifiques impliqués dans des programmes militaires. Dans notre pays à la sensibilité plutôt pacifiste, les scien-

tifiques militaires sont très peu nombreux. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France ou la Suède... Quelles y sont les motivations des scientifiques?

Un élément de réponse est fourni par une étude américaine menée après la fin de la guerre froide, à une époque où il était de bon ton de parler de baisse nécessaire du secteur de l'armement, et, notamment, de l'arrêt des travaux sur les armes nucléaires. Cette étude fut menée au cœur d'un des lieux de production de la technologie militaire des armes nucléaires aux USA, le *Lawrence Livermore laboratory*, où travaillaient plus de huit mille personnes. L'enquête avait pour but de comprendre la vision du monde de ces scientifiques, et d'y déceler d'éventuels changements sous l'effet du bouleversement des rapports politiques internationaux. L'auteur de l'étude conclut que, à l'instar d'autres populations dont le mode de vie est mis en cause par le passage d'une ère historique à une autre, les scientifiques concernés adaptent l'idéologie qui les légitime plutôt que de l'abandonner. Ils plaident pour le maintien des activités de R&D sur les armes nucléaires. Les arguments invoqués allant de «*nous vivons un intermède entre la première et la deuxième guerre froide*» à «*nous sommes une solution provisoire utile tant que les praticiens des sciences politiques et sociales n'auront pas imaginé une meilleure façon d'imaginer le monde*». On comprend qu'un retour de flamme est ainsi toujours possible, puisque leur propre légitimation reste valable pour eux.

Une autre caractéristique des ingénieurs et des scientifiques liés au militaire est leur optimisme profond sur le rôle des technologies pour la société. Leur temps (et cela est commun à la majorité des scientifiques et ingénieurs de l'industrie) est occupé à améliorer la technologie, souvent au détriment d'interactions professionnelles ou sociales, une attitude qui prend souvent racine dans leur cursus universitaire où le temps disponible pour autre chose que les études est extrêmement réduit. L'accent est mis sur les objets, non sur le rôle de la société ou la définition du progrès.

Quant à la situation actuelle de l'après 11 septembre, les scientifiques et ingénieurs, surtout aux États-Unis, se sentent investis d'une nouvelle mission. En raison du nombre et de la complexité des technologies en cours de développement, leur rôle est de diffuser l'information scientifique adéquate aux décideurs, afin qu'ils puissent faire la distinction entre ce qui est réaliste et ce qui n'est que fantasmes pseudo-scientifiques.

Les scientifiques et ingénieurs militaires ne semblent pas percevoir l'aspect «destruction» et «morts» qu'il y a derrière leurs actes. Ils se voient investis d'une mission: fournir des «outils» pour les décideurs politiques. Et comme cette mission est pleine de «*challenges*» intellectuels passionnants... Le but de leur travail n'est donc pas de décider si leurs technologies sont «bonnes» ou «mauvaises», mais de fournir aux décideurs des arguments circonstanciés sur les aspects technoscientifiques de la société.

Il s'agit là d'une attitude très souvent rencontrée chez les scientifiques: nous savons, donc nous devons informer. Sans doute faudrait-il que beaucoup plus de scientifiques osent se lancer dans la bataille de l'information. Ce qui n'est pas simple car les qualités requises ne sont pas celles qu'ils ont développées au cours de leur formation.

■ Michel Wautelet est professeur à l'Université de Mons-Hainaut.

Michel Wautelet

Italie

Berlusconi et la RAI: des ambitions contrariées

Le patron de Forza Italia tente depuis plusieurs mois de mettre la main sur la télévision publique. Sans vraiment y parvenir tout à fait même si son influence s'y fait sentir. Paradoxal? Moins qu'il n'y paraît. Explications.

Lucia Annunziata préside depuis la mi-mars aux destinées de la télévision publique italienne. La nouvelle présidente de la RAI a fait l'unanimité sur son nom au sein du conseil d'administration. Ses brillants états de service et son indépendance d'esprit ont largement plaidé en sa faveur. Juste avant sa nomination, elle venait de «publier un pamphlet intitulé *Non* dans lequel elle se prononçait contre une guerre en Irak, arguant des incertitudes géopolitiques qui pourraient en résulter. Ce n'est donc pas un non de principe puisqu'elle avait soutenu le premier conflit du Golfe ainsi que ceux du Kosovo et d'Afghanistan»¹.

Âgée de 53 ans, elle a embrassé la carrière de journaliste en 1979. Elle devient la correspondante aux États-Unis du *Manifesto*, puis de *La Repubblica*. Elle passe ensuite au *Corriere della Sera* avant d'entrer à la RAI en 1995 qu'elle quittera il y a trois ans pour assumer la direction de l'agence de presse AP Biscom². Son arrivée à la tête de la chaîne d'État a mis un terme à des mois de crise. Son prédécesseur, Paolo Mieli, n'avait tenu que six jours!

Lucia Annunziata occupe un poste à haut risque car ils étaient plusieurs à vouloir mettre la main sur la RAI, à commencer par Silvio Berlusconi qui, non content de posséder les prin-

cipales télévisions privées du pays rêvait d'aspirer dans son orbite les trois chaînes publiques RAI 1, 2 et 3³. Il doit déchanter sur toute la ligne d'autant plus que le nouveau directeur de la RAI, Flavio Cattaneo, 40 ans, nommé dans la foulée, est plutôt proche de l'Alliance nationale, dirigée par le «postfasciste», Gianfranco Fini⁴.

Le poids des traditions

Beau joueur, en apparence sans doute, Berlusconi a laconiquement salué la désignation de Lucia Annunziata: «C'est bien et je juge ce choix positif»⁵. Le Premier ministre italien n'est pas le seul à avoir essuyé un camouflet cinglant dans ce dossier. L'Olivier, le rassemblement des gauches, a été lui mis totalement hors jeu. Bien sûr, personne ne met en doute les capacités de la nouvelle présidente mais les représentants de l'Olivier regrettent de n'avoir pas été consultés sur ce choix par les présidents de la Chambre et du Sénat comme le voulait une certaine tradition⁶.

Le poids des traditions justement. Dans la péninsule, comme ailleurs certainement, le pouvoir politique tente de s'assurer le contrôle de la télévision publique: «Il est vrai que la mainmise du pouvoir sur la télévision publique est en Italie une tradition ancienne, l'un des piliers de la fameuse «Première République», qui avait mis au point le système dit de *lotizzazione*, ou répartition à l'amiable. Selon un accord tacite, les trois principaux partis s'attribuaient les chaînes et la rédaction des journaux télévisés: RAI 1 pour la Démocratie chrétienne, RAI 2 pour le Parti socialiste et RAI 3 pour le Parti communiste. La nomination du conseil d'administration de la RAI par les présidents des deux Chambres, dont l'une était traditionnellement laissée à l'opposition, devait assurer l'indépendance de la télévision. Le principe fut

remis en question dès le lendemain des élections de 2001, quand la majorité décide de s'arroger, contre l'usage, la présidence des deux Chambres»⁷.

Ce qui ne signifie pas pour autant que la RAI soit passée totalement sous la coupe de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi. Ce dernier se heurte à des oppositions internes à sa coalition comme celle, par exemple, de Pier Ferdinando Casini, président de la Chambre des députés, et qui est issu du CCD, le Centre chrétien démocrate, qui a rallié le pôle des droites aux élections législatives de 2001. Une résistance qui apparaît moins étonnante qu'il n'y paraît comme l'explique Marc Lazar, historien, politologue, professeur à l'Institut des Sciences politiques de Paris et spécialiste de l'Italie: «Ceux qui ont voté pour Berlusconi ne lui ont pas pour autant signé un chèque en blanc. Ses électeurs n'ignorent pas qu'il n'est ni très honnête ni très fiable. Ils ne sont pas aveuglés. La preuve: même au sujet des nominations à la RAI, il n'a pas pu faire ce qu'il voulait et il a rencontré là aussi des oppositions dans ses propres rangs. Il commence à faire des déçus et sa cote de popularité baisse. S'il bénéficie aussi du soutien d'artistes, d'intellectuels, d'universitaires, d'historiens, de journalistes, d'économistes, il continue néanmoins d'essuyer des critiques sur la question du conflit d'intérêt qui constitue vraiment l'exception italienne. Les Italiens ne sont pas obnubilés par Berlusconi comme on peut le croire erronément à l'étranger. Tout comme il est faux de croire qu'il a réussi à gommer les divisions de sa coalition. Chacun y défend son pré carré et cherche même à accroître son influence».

Même si d'aucuns cherchent à le tenir à distance de la RAI, Berlusconi arrive, par moments, à y imposer son diktat. Il y a un an, lors d'une visite

officielle en Bulgarie, le président du Conseil réclame publiquement les têtes de trois journalistes de la chaîne publique jugés trop critiques à son goût: «J'ai déjà dit que Santoro, Biagi et Luttazzi ont fait un usage criminel de la télévision publique, payée avec l'argent de tout le monde: je crois que c'est un devoir clair de la nouvelle direction de la RAI que cela n'advienne plus»⁸. Aussitôt demandé, aussitôt servi: dans les jours qui suivent, le trio est remercié sans autre forme de procès.

La mémoire censurée

De manière générale, la «Maison des libertés», la coalition des droites, ne se prive pas pour restreindre autant que possible certaines libertés, à commencer par celle qui touche à l'information. L'émission satirique «Blob», qui passait sur RAI 3, a été censurée en octobre dernier: «À la dernière minute, le directeur général de la chaîne (de l'époque, ndlr), annule la diffusion du troisième épisode consacré à Berlusconi. Les deux premiers épisodes n'avaient pourtant rien montré d'autre que la rediffusion intégrale, sans coupures ni commentaires, du «Contrat avec les Italiens» que le candidat avait signé en pleine campagne électorale. (...) Comme le note l'éditorialiste Curzio Maltese, «c'est le simple usage de la mémoire qui est censuré. Comme dans les vraies dictatures qui considèrent la mémoire comme le pire ennemi. (...) Le Berlusconi de 2002 ne peut survivre qu'en éclipant le Berlusconi de 1994 et même celui de 2001»⁹. Car le patron de Forza Italia semble convaincu que la télévision a tous les

pouvoirs, y compris celui de modifier profondément les comportements. Curieusement, il n'est pas exclu qu'il commette la même erreur d'appréciation que ses adversaires ainsi que l'analyse Marc Lazar: «Non, Silvio Berlusconi n'a pas gagné grâce à ses télévisions. Je ne crois pas du reste à la thèse de la télécratie. J'en veux pour preuve qu'en 1996, il perd les élections législatives malgré sa puissance médiatique. Toutes les enquêtes menées en Italie sur l'influence de la télévision dans le comportement électoral montrent qu'on ne peut administrer la preuve que c'est la TV qui a fait l'électeur. Il n'y a qu'une seule catégorie de population qui a subi une influence avérée: c'est celle

des femmes au foyer de plus de 50 ans qui passent 4 à 5 heures par jour devant le petit écran».

Berlusconi ne l'ignore certainement pas. Ce qui ne l'empêchera pas de vouloir coûte que coûte remodeler – à son image – la télévision publique qui

ne devrait plus l'être très longtemps. Sa privatisation, fût-elle partielle, est à l'ordre du jour. Une fois cette opération menée à terme, rien ne devrait plus empêcher le magnat milanais de la phagocyter. Cette appétit vorace, insatiable de pouvoir porte peut-être en lui, cependant, le germe de sa perte. Car la volonté de puissance de Berlusconi inquiète au moins autant l'opposition que ses partenaires du gouvernement. Ce qui explique le choix de Lucia Annunziata à la tête de la RAI. Si l'homme le plus riche d'Italie n'a pas perdu la guerre, il a en tout cas perdu une bataille importante. ■

Sergio Carrozzo

¹ *L'Humanité hebdo*, 15 mars 2003.

² www.ansa.it, 27 mars 2003.

³ La Chambre a approuvé le projet de loi sur la réorganisation du réseau radiotélévisé en votant au passage un amendement proposé par l'opposition qui stipule qu'un privé ne peut posséder plus de deux chaînes TV. Or, Berlusconi en possède trois. À noter, que cet amendement a été voté y compris par certains élus de la majorité... Le projet doit maintenant passer au Sénat avant de revenir à la Chambre pour le vote final. *La Repubblica*, 3 avril 2003.

⁴ *La Repubblica*, 27 mars 2003.

⁵ *Idem*.

⁶ La désignation du président de la RAI, de la présidente en l'occurrence, relève de la compétence conjointe des présidents de la Chambre et du Sénat qui arbitrent le choix des cinq membres du conseil d'administration de la RAI, le président et quatre autres administrateurs, à répartir entre trois candidats présentés par la majorité et deux par l'opposition. *Le Soir*, 22 février 2002.

⁷ Adrien Candiard, «*L'anomalie Berlusconi*», Flammarion Paris, 2003, p.85.

⁸ *La Repubblica*, 18 avril 2002.

⁹ «*L'anomalie Berlusconi*», *op.cit.*, p.88.

La toute-puissance berlusconienne indispose depuis toujours - ici une manifestation à Rome en 2002.

Marché mondial de l'Éducation

Là où s'achète, se vend et s'échange l'éducation de demain

Fin mai et pour la quatrième fois déjà, le WEM –le marché mondial de l'éducation, de la formation et du savoir– ouvre ses portes à Lisbonne¹. But annoncé de ce nouveau «marché» érigé en salon international: «Réunir l'ensemble des acteurs des secteurs public et privé qui interviennent dans les domaines des contenus, des services et des savoir-faire éducatifs», affiche Elaine Legault, directrice du salon, récemment de passage à Bruxelles. Un programme pour le moins ambitieux et générateur de questionnements sur le devenir de l'école publique à l'aube du XXI^e siècle, quand on sait que la première édition européenne (2002) de ce nouveau carrefour a rassemblé près de 2 000 participants professionnels issus de 71 pays. Sans l'ombre d'un mouvement de contestation! Consensus des acteurs? Démotivation ou naïveté des détracteurs?

Dans un récent ouvrage intitulé *Le nouvel ordre éducatif mondial*², Christian Laval et Louis Weber décrivent de quelle façon l'OMC, la Banque mondiale, l'OCDE et la Commission européenne déterminent de plus en plus directement, par financements orientés et contraignants, les politiques nationales d'éducation³. La vulgate est identique et explicite: éducation et formation sont prioritairement un instrument au service de l'économie libérale. «Raison de plus pour faire du WEM une plateforme internationale de dialogue, de confrontation de différents modèles d'école et d'éducation», renchérit la directrice du WEM, qui assure que les portes du Palais sont ouvertes à toutes les idées, à toutes les positions politiques, pour autant qu'il s'agisse de construire les modèles de demain. Et de pouvoir financer leur application...

Elaine Legault tient d'ailleurs un discours on ne peut plus clair: «Le fait

d'appeler «marché» ce rendez-vous mondial est un choix délibéré qui n'a rien de provocateur. Il est «le» rendez-vous annuel entre l'offre et la demande des professionnels d'une industrie d'avenir. Nous avons d'ailleurs sondé plus de 300 opérateurs publics et privés du monde entier avant de concrétiser le WEM. Et ce rendez-vous n'a de sens que si ces professionnels de tous bords ressentent le besoin de disposer d'une plateforme de cette envergure pour travailler.» Dont acte.

D'entrée de jeu, l'édition 2003 compte frapper fort les esprits par le biais de ses «leaders d'opinion», dont le choix est tout sauf anodin. Chargés

d'ouvrir le salon, ils en donnent aussi le ton. Pour évoquer les perspectives en matière de politique éducative, d'apprentissage et de technologies liées à l'enseignement, Viviane Reding, commissaire européenne en charge de l'Éducation et de la Culture, et Carl Dahlman, expert en «Économie de la connaissance» pour la Banque mondiale, seront présents de concert sur les bords du Tage. En filigrane de leur intervention, hautement médiatisée: «Les enjeux et les opportunités offerts par le marché international en matière d'éducation et de formation "tout au long de la vie"».

Trois questions à Elaine Legault

Née au Québec, Elaine Legault est diplômée de York University, Toronto. Elle a débuté sa carrière au sein de l'entreprise TV Ontario, une des premières chaînes de télévision éducative au monde. En janvier 1999, elle a été nommée directrice du WEM au sein de Reed Midem Organisation, dont le siège social est basé à Paris.

Que viennent chercher les visiteurs au Marché mondial de l'Éducation?

Participants ou visiteurs viennent en général tous pour apprendre, comprendre, échanger des bonnes pratiques en matière d'enseignement. Conclure des contrats également, histoire de dégager des revenus de leurs produits de formation «échangeables». En 2002, il y avait pas moins de 150 universités représentées au salon.

Des exemples concrets?

Oui, par exemple au sein du pavillon «Recherche & développement», en partenariat avec la direction générale «Société de l'information» de la Commission européenne, seront présentés au grand public huit projets académiques différents. Sous le label «Qui se rassemble s'assemble», il s'agit de montrer concrètement les futurs proches dans ce créneau d'enseignement porteur et les développements déjà aboutis.

Que répondez-vous à vos détracteurs qui voient dans cette vitrine très «made in USA» un genre de Disneyland de standardisation de l'éducation afin de mieux la vendre?

En quatre ans d'existence, nous n'avons pas dégagé de modèle unique. Il n'est pas question sur le WEM de prééminence des leaders de marché international, US ou autres. Au contraire, on y rencontre davantage de petites PME qui proposent des solutions adaptées et flexibles à des publics-cibles variés. Et les décideurs privés et publics ont ici accès à une offre élargie, alors que chez eux, trop souvent, seules les grosses sociétés internationales viennent frapper à la porte. ■

Marché émergent à saisir

L'éducation est aujourd'hui un marché émergent. Et, selon les organisateurs, il se développera –conjoncture oblige et indique– en forçant le dialogue entre acteurs privés et publics, bailleurs et décideurs. Le motif en est simple et criant: les pouvoirs publics ne peuvent –ou ne veulent– plus financer seuls le coût exorbitant de l'enseignement tout au long de la vie, de ses contenus, ses supports et des développements afférents. Même si, en matière de certification et de contrôle des programmes, les États ont encore le dernier mot, l'institution scolaire virtuelle et son cheval de Troie, l'*e-learning*, (enseignement par voie électronique)⁴ continuent à abolir les frontières et les écarts en matière de supports éducatifs et de programmes de formation véhiculés.

On s'en serait douté: au WEM, depuis quatre ans, se reçoivent surtout les élites du futur «marché du XXI^e siècle» de l'enseignement sans frontières, selon la formule consacrée de Claude Allègre, ancien ministre français de l'Éducation nationale. Du côté des hautes écoles en vue, on trouve la vitrine des pôles d'excellence européens ou des établissements scolaires de pointe, dont les programmes de cours en ligne sont les plus exportables et rentabilisables. À ce propos, qu'on ne s'y trompe pas: même si c'est en Europe que le salon a ses quartiers de printemps depuis deux ans, la langue anglaise et ses fers de lance universitaires américains, anglais ou australiens ont –comme dans le Golfe– une présence stratégique et une ardeur commerciale d'avance. Raison de plus pour passer à Lisbonne jauger l'école de demain, histoire de s'y préparer activement et d'en limiter les écueils majeurs. ■

Philippe Coulée

«Éducaunet»: pour apprendre et cliquer futé

Bruxelles, 26 mars 2003. La salle Benelux du Palais des Congrès est comble. La journée d'étude initiée par Jean-Marc Nollet, ministre de l'Enfance en Communauté française, veut cerner un de ses dadas du moment: «Quelle éducation aux risques de l'internet?»

Dès la première intervention, Isabelle Stengers, philosophe et chargée de cours à l'ULB, donne le ton: «Éduquer vraiment, c'est réussir à ne pas mentir. L'enjeu majeur aujourd'hui? Éduquer au risque et au goût du risque. Mentir, parler «guimauve», c'est perdre à coup sûr le lien avec l'enfant dès l'adolescence. L'enjeu? Garder l'appétit malgré la peur, malgré ou à cause de l'inconnu, des zones d'ombre, en évitant le piège qui inhibe: celui de l'angoisse. Car l'écueil majeur est là: rester chez soi, mettre des oeillères et refuser de vivre pleinement. Selon les intervenants qui se succèdent, la cause doit être entendue au plus vite: nous sommes immergés dès le plus jeune âge dans une société du risque. La meilleure protection n'est pas la prohibition ou l'abstinence bête et brutale, mais bien l'éducation intelligente à ce risque identifié, circonscrit aux saveurs sucrées et amères de la vie.

Et il n'y a pas que Blabla –l'androïde belge à l'humanité et à l'humour débordants que même Spielberg nous envie– qui le dit et le chante sur tous les tons: «Éducaunet»* –le programme européen d'éducation critique à Internet et aux risques liés à son usage, en fond d'écran de cette journée d'étude– le met en jeu. Il sera d'ailleurs présenté sous toutes ses formes et en plusieurs langues au WEM 2003, dans le pavillon des laboratoires de recherche (*Labs Research Pavilion*), sous l'enseigne «*e-learning made in Europe*».

Son leitmotiv, par valise pédagogique et formations interposées: «Apprendre aux jeunes à naviguer en toute responsabilité sur Internet». Ce programme pédagogique, lancé en octobre 2002 et déjà relayé dans sept pays européens, fait le pari de «former des enfants et des adolescents autonomes, critiques et responsables, capables d'apprécier les richesses de ce média, tout en percevant avec justesse ses écueils». Des hommes, quoi... En passant, bien sûr, par ces relais inconto

urnables que sont les éducateurs, enseignants et parents. En s'appuyant sur les démarches de l'éducation aux médias, en développant chez les jeunes de huit à dix-huit ans, futurs acteurs de la société, des compétences d'analyse critique.

L'autonomie et la sécurité des jeunes passent alors par une initiation progressive à vivre, dans un espace de dialogue intergénérationnel et

entre pairs, des situations imprévues. Tantôt positives tantôt négatives, de réussite ou d'échec, celles-ci leur apprennent à «flairer» les conséquences possibles de leurs pratiques d'Internet, sans perdre leur enthousiasme. «Chacun sait qu'Internet n'est pas sans danger. Contenus préjudiciables, inconvenants ou illicites, pratiques frauduleuses, dissimulation ou falsification d'identité, comportements manipulateurs se glissent entre les incontestables richesses du réseau, sans qu'il soit toujours facile de les repérer», relève Patrick Verniers, présent au WEM et coordinateur du projet chez Média-Animation, l'asbl belge de formation aux médias. «Surfer sur Internet, c'est souvent naviguer à vue. Les parents, les enseignants, les éducateurs s'en inquiètent. Mais les jeunes ont rarement une conscience active des dangers.» ■

Ph. C.

* <http://www.educaunet.org;www.cliquerfute.be>

¹ Site officiel du WEM 2003: <http://www.wemex.com>

² Christian Laval et Luis Weber (coord.), *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Éditions Nouveaux regards/ Syllepse, Paris, 2002, 143 p., http://www.institut.fsu.fr/Editions_Nouveaux_Regards/nouvel_ordre_educatif_presentation.htm

³ Voir *Espace de Libertés* n°308 - La commercialisation des services.

⁴ Quelques exemples de projets soutenus par la Commission européenne, à découvrir au WEM: <http://www.elearningeuropa.info>; <http://www.mobilelearn.org>; <http://europa.eu.int/com/education/elearning/projects.html>

Sciences en scène

Le dynamisme de nos écoles

À la veille de la «nuit des étoiles», à quelques jours du «Printemps des sciences», la finale de **Sciences en scène** fut le premier d'une série d'événements destinés à promouvoir l'esprit scientifique, particulièrement auprès des jeunes.

L'actualité maussade et un beau soleil printanier n'ont pas empêché de faire salle comble au Botanique.

De la cinquantaine d'établissements scolaires inscrits, plus d'une trentaine participèrent effectivement aux sélections régionales qui menèrent six écoles à se rencontrer en une joute amicale le 22 mars dernier. Le hasard (ou le savoir-faire) avait retenu un échantillon d'écoles communales, provinciales et de la Communauté française représentant toutes les formes et filières de l'enseignement à l'exception du supérieur. Se rencontraient: deux établissements primaires communaux (les écoles 7 et 9 de Molenbeek), deux écoles provinciales (le Centre provincial d'enseignement spécialisé de Ghlin et l'Institut technique provincial (ITP) de Court-Saint-Etienne), l'école maternelle Hublinbu

de Marcinelle, ainsi que l'Athénée Jules Bara de Tournai (Communauté française).

Celui-ci a remporté, grâce à sa prestation «Espèces en danger!!! SOS clonage animal?» le premier prix (un ordinateur) ainsi qu'une somme en espèces offerte par la Fondation rationaliste. D'innombrables autres prix furent distribués à tous les participants: prix en espèces offerts par les ministres et les institutions universitaires, accès gratuit aux musées et établissements de découverte, nombreux ouvrages scientifiques offerts par diverses maisons d'édition...

Les organisateurs réfléchissent d'ores et déjà à la prochaine édition.

Une belle démonstration du dynamisme de l'enseignement officiel et une preuve que la collaboration entre associations est parfaitement possible autour d'un thème fédérateur! ■

Guy Vlaeminck

Sciences en scène est organisé conjointement par le CAL (Centre d'Action Laïque), le CCEO (Conseil de Concertation de l'Enseignement Officiel), de la FAPEO (Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel) et la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente dans le cadre des Journées de l'Enseignement Officiel.

In memoriam

Michel Roels, un homme accompli

Michel Roels et moi avons été très proches durant huit années à tête de la Régionale du Centre d'Action laïque de Charleroi, lui comme président et moi comme permanent.

Ce furent pour nous des années extraordinaires, exaltantes et pionnières. Tout était à construire et chaque jour qui passait nous apportait son lot de réussites et de défis. Grâce à son engagement personnel et à sa confiance, je ne me souviens pas que nous ayons jamais connu l'échec. Il était en effet tout le contraire de ces présidents qui collectionnent les mandats pour plaire ou ne pas déplaire. Il «travaillait» véritablement au Centre d'Action laïque avec la même rigueur que dans son métier et peut-être plus d'enthousiasme encore. Si je puis parfaitement évoquer le président, très proche et amical et le modèle d'organisation et d'engagement qu'il représente encore dans mon propre parcours, il est peut-être plus difficile d'évoquer l'homme intérieur, car l'homme public était pudique. Or l'homme, n'est-ce pas là le plus simple et le plus profond sens du mot «hommage»?

Et certes je pourrais donc décliner au fil de pages entières l'opiniâtreté qu'il a mise à faire de la Régionale –dont on peut dire qu'elle n'existait que sur le papier vers le début des années quatre-vingt, époque où il en a endossé la charge (jusqu'en 1997)– un véritable organe représentatif et actif. Je pense ne pas me tromper en affirmant qu'il fut d'ailleurs au sein du CAL à l'origine de la notion de régionale. Je pourrais vous dire combien si nous avons aujourd'hui une Maison de la Laïcité à Charleroi, c'est à lui que nous la devons. Je pourrais vous dire combien nous avons pu compter sur son soutien et sa confiance sans failles dans l'organisation des ÉGAL 86, la mise sur pied de l'exposition «1789-1989, 200 ans de libre pensée en Belgique» ou encore sur le

projet fou et symbolique de réinstaller la Maison de la Laïcité là où elle est aujourd'hui, dans l'ancien «Temple de la Science». Curieux symbole...

Mais j'ai bien plus envie d'extirper du fond de ma mémoire en quelques traits impressionnistes les souvenirs de l'homme très sensible qui percevait souvent la carapace du travailleur infatigable et organisé, de celui qui se battait contre la maladie avec courage et humour, de celui qui pardonnait facilement aux autres les erreurs que lui-même ne se serait pas permises, de sa fidélité envers ses amis pour qui il était toujours présent dans l'adversité, de son sens des responsabilités, jusqu'à les endosser pleinement et solidairement avec ses collaborateurs dès lors qu'il les avait investis de sa confiance. Intransigeant pour lui-même, Michel Roels avait cette faculté rare d'être bienveillant pour les autres. Il aurait donc sans doute fait un bon pédagogue, mais il a sans le moindre doute fait un bon père... ce qui est toujours une gageure lorsqu'on a les responsabilités qu'il avait.

Il parlait de sa femme avec amour et admiration. Il aimait la candeur de l'enfance, les animaux et la nature, les chats, les grandes figures de l'Histoire, le sport –la pratique du tennis l'a longtemps soutenu dans sa lutte contre la maladie–, le cinéma, les souvenirs d'université, les blagues de potaches et les grands orateurs. Il admirait la belle parole, la prendre mais aussi la donner. Mais surtout, il était homme de parole. De tout cela il parlait avec une ferveur qui tranchait avec le regard critique qu'il portait sur son métier ou le sérieux qu'il s'imposait au cœur de l'action. C'est alors, dans un moment de réjouissance et de fraternité ou le calme huis clos de son bureau qu'apparaissait toute la mesure d'une très grande sensibilité.

Pierre Bolle

Nouvelles règles pour un futur président

La désignation incontournable d'un successeur à Philippe Grollet en 2004 crée une occasion propice pour renouveler les règles de désignation du président du Centre d'Action Laïque. L'assemblée générale de 2002 avait paru partagée et soucieuse de trouver une solution consensuelle.

Où gît le problème? Actuellement le président du CAL est choisi pour un an par le conseil d'administration en son sein. Le système garantit un bon accord entre le conseil d'administration et le président mais donne peu de place à l'assemblée générale qui n'est plus aussi limitée qu'aux origines du CAL, quand l'assemblée ne comprenait qu'un membre par association. Faute de pouvoir agir sur la désignation du président même, il est arrivé au moins une fois que l'assemblée sanctionne quelque peu le président sortant au moment de sa réélection comme administrateur. Le système donnait à l'extérieur l'image d'une petite association «cadenassée» par ses responsables.

L'assemblée générale du 22 mars 2003 a modifié très sensiblement tout cela. Par 64 votes pour, 4 contre et une abstention, elle a résolu qu'à partir de 2004, le président serait élu par l'assemblée générale pour un mandat de trois ans renouvelable deux fois. Il ne sera pas forcément choisi parmi les administrateurs.

Toutefois pour éviter les risques de désaccord entre le conseil d'administration et le président, celui-ci sera

proposé par le conseil d'administration. Il pourra en outre être également proposé par deux associations ou régionales. Cette dernière possibilité a été le seul point de débat réel et elle a été adoptée par 50 voix contre 18 et une abstention.

Annuellement, le conseil d'administration devra donner ou refuser sa confiance au président.

Ainsi se trouve réglée de manière équilibrée une question importante.

L'autre point remarquable porte le signe des changements récents. Les comptes 2002 sont clôturés à 5 349 833 euros de charges, soit plus de 215 millions d'anciens francs. C'est un sommet qui ne sera pas dépassé: depuis le 1^{er} janvier 2003, le personnel est rémunéré directement par le ministère de la Justice et le budget 2003 des services laïques, limité aux moyens de fonctionnement, est fixé à 1 870 700 euros de charges.

Dernier point, les élections au conseil d'administration. Elles ont vu l'élection de l'ancienne rectrice de l'ULB, Françoise Thys-Clément, et la réélection de Ghislaine Julémont, Guy Vlaeminck et, après un second tour

pour le départager de Pierre Klees, celle de Philippe Draize.

Il ne restait plus au conseil d'administration qu'à réélire Philippe Grollet comme président pour un ultime mandat d'un an. ■

Patrice Dartevelle

Un nouveau statut pécuniaire pour les conseillers moraux auprès des Forces armées?

Le 10 mai 2000 déjà, le ministre de la Défense André Flahaut demandait la modification de l'arrêté royal du 17 novembre 1997 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du ministère de la Défense nationale, pour faire bénéficier les conseillers moraux auprès des Forces armées des échelles barémiques décidées par la Justice pour les conseillers moraux dans la cité.

L'Inspection des Finances put enfin donner le 27 septembre 2002 un avis favorable, sur la base de la loi du 21 juin 2002. Vu les avis favorables rendus le 16 décembre par le ministre des Pensions, le 25 février 2003 par le Budget et la Fonction publique et le 25 mars par les délégations syndicales, le projet d'arrêté a été soumis à la signature du Ministre André Flahaut le 28 mars, à celle du Ministre du Budget Johan Vande Lanotte le 31 mars et il le sera dès que possible à celle du Chef de l'État. ■

Jean Marsia

Colonel Administrateur militaire et Président du Fonds d'Entraide G. Beernaerts.

France: le procès de Christine Malèvre

Débats hypocrites et verdict inique

Le 30 janvier 2003, la Cour d’assises des Yvelines condamnait Christine Malèvre à dix ans de réclusion criminelle et à l’interdiction définitive d’exercer sa profession. Que cache cette clémence apparente pour la mort de six patients?

En France, dans l’état actuel de la législation, abréger la vie d’un malade incurable reste un crime, quelles que soient les circonstances.

¹ *Le Soir*, 20 janvier 2003.
² Y. Kenis, «L’affaire Malèvre», Bulletin de l’ADMD, mars 2003
³ M. Englert. «Le triomphe de l’hypocrisie», *La Libre Belgique* (page «Débats»), 1^{er}-2 février 2003.

Jeune infirmière de l’hôpital de Mantes-la-Jolie, Christine Malèvre a été reconnue coupable d’avoir, au cours des années antérieures à 1998, «assassiné» six patients dans le service où elle travaillait et a été immédiatement incarcérée à la prison de Versailles. Un tel nombre d’assassinats, commis par une «tueuse en série» comme certains titres de presse ont présenté cette jeune femme, aurait justifié, dans l’acception normale du terme, une condamnation à perpétuité. Que cache cette clémence apparente?

Christine Malèvre avait été, selon la directrice de l’école, une «élève brillante, dynamique, sérieuse et responsable». Elle avait fait preuve d’une «totale disponibilité» pendant son stage de fin d’études en Afrique. Attachée à un service de neurologie-pneumologie où séjournaient beaucoup de malades cancéreux en fin de vie, elle était considérée comme une excellente infirmière dont les supérieurs hiérarchiques vantaient les qualités professionnelles et humaines. En mai 1998, suite à une dénonciation et à des «rumeurs», la direction de l’hôpital lui demande des comptes: on l’accuse d’avoir hâté la mort de malades incurables. Bouleversée, prise de panique, elle tente de se suicider et elle est hospitalisée pendant quelques semaines dans une structure de

soins psychiatriques. Peu de temps après sa sortie, en juillet 1998, pendant une garde à vue et un interrogatoire policier qu’elle décrit comme particulièrement harassant, elle finit par reconnaître avoir «aidé» une trentaine de malades. Mise en examen pour homicides volontaires, interrogée par le juge d’instruction, elle reconnaît sa responsabilité directe dans deux décès de patients en fin de vie qui lui en avaient fait la demande. À deux autres patients, elle aurait simplement administré des sédatifs à une dose pratiquement inoffensive. Au terme de l’instruction, et bien qu’aucun des dossiers n’ait permis de prouver que la mort avait été provoquée, le juge finit par retenir onze cas et les requalifie en «assassinats». Le 13 septembre 2000, la chambre des mises en accusation ordonne son renvoi devant la Cour d’assises des Yvelines pour les meurtres de sept patients, abandonnant l’imputation de quatre des onze cas initialement retenus.

La presse hostile

Le procès commence le 20 janvier. Pendant toute sa durée, les comptes rendus des audiences, dans la plupart des journaux et à la télévision, sont peu favorables à l’accusée, voire franchement hostiles: «ce corps de boulimique dont on dit qu’il se nourrit de sucre à défaut d’affection»; Christine Malèvre ne pleure pas, «elle pleurniche»; «professionnelle de la compassion ou accro du cocktail mortifère?»; «tueuse en blouse blanche»; «Jeanne d’Arc du potassium et

de la morphine», etc. La personnalité de l’accusée a été difficile à cerner, ce qui s’est traduit par une formule à l’emporte-pièce reprise par plusieurs journaux: «tueuse en série ou madone de l’euthanasie?».

Pourtant personne ne met en doute ses qualités professionnelles. Certains l’auraient même trouvée «trop bonne» infirmière, proche à l’excès de ses patients et de leurs familles, mais aussi mal intégrée dans l’équipe de soins, isolée et souffrant de sa solitude, fascinée de façon morbide par la mort. On l’a accusée de vouloir s’approprier la souffrance d’autrui. On lui reproche des attitudes et des sentiments que, dans un autre contexte, on trouverait simplement humains: «Bonne infirmière, oui, elle l’était. Sauf qu’elle avait de son rôle une conception pour le moins étrange. La toilette des morts? Elle tenait à s’en charger elle-même alors que la tâche est normalement dévolue aux aides-soignantes. Les enterrements? Elle s’y rendait alors qu’il est de tradition que l’équipe médicale ne soit là qu’à la levée du corps. Même les veufs, elle les revoyait»¹.

Bien qu’aucun mobile autre que la compassion n’ait pu être retenu, l’insistance du juge d’instruction, des avocats des parties civiles, de l’avocat général à vouloir imposer l’idée que le procès n’était pas celui de l’euthanasie est particulièrement frappant. «Il ne suffit pas, dit le juge d’instruction, que ça se déroule dans un hôpital et qu’on porte une blouse blanche pour qu’un meurtre ou un assassinat soit ainsi qualifié.» L’avocat général charge l’accusée et tente, contre toute vraisemblance, d’établir que les actes qu’elle a commis n’étaient pas des euthanasies: il lui reproche, par exemple, d’avoir agi seule et en secret. Il va jusqu’à invoquer «des propositions de loi» dans lesquelles il est précisé que «la demande d’“euthanasie” doit être formulée à plusieurs personnes et réitérée», insinuant par là que si ces conditions avaient été remplies, le geste de Christine Malèvre serait devenu licite. Ce qui est faux puisque, en France, dans l’état actuel de la législation, abréger la vie d’un malade incurable reste un crime, quelles que soient les circonstances.

Comment, dans ces conditions, pourrait-on agir ouvertement, publiquement, en concertation avec des

Cimetière monumental de Milan, 1992.

tiers²? Comme je l’ai souligné ailleurs³, l’argumentation de l’accusation repose sur un étrange paradoxe: un code pénal considère l’euthanasie comme un assassinat et pour obtenir la condamnation de quelqu’un qui a, de toute évidence, pratiqué des euthanasies, on s’efforce de démontrer que ses actes n’en étaient pas! L’interdiction de l’euthanasie est-elle devenue si indéfendable devant un jury d’assises que, pour en préserver le principe, il faut désormais manipuler le sens des mots? Après dix jours d’audiences, l’audition de dizaines de témoins, de quatre experts psychiatres et d’une vedette des soins palliatifs, après le réquisitoire «confus» et «peu rigoureux»⁴ de l’avocat général, Christine Malèvre est finalement reconnue coupable de six assassinats, acquittée pour le septième cas et condamnée à dix ans de réclusion criminelle.

Le refus d’engager le débat

Sans même se prononcer sur sa «culpabilité» dans les décès pour lesquels elle nie toute responsabilité, on peut conclure de ce procès que le refus obstiné d’engager le débat relatif à l’euthanasie a conduit la Justice française à l’impasse et à l’iniquité. L’embarras de l’accusation est révélé par les fluctuations du nombre de décès retenus (onze, puis sept, puis six...); il se comprend quand on constate l’ambiguïté des prises de position opposées à l’euthanasie, comme celle du professeur Mattéi, ministre français de la Santé: «L’euthanasie est une mauvaise solution. (...) Il n’y a qu’à forcer sur la morphine: si je

pousse la morphine, ce n’est pas pour tuer mais pour soulager et si soulager hâte la mort, je n’appelle pas cela euthanasie»⁵.

Le résultat est qu’une jeune femme de trente-trois ans se retrouve actuellement en prison, avec la perspective de ne plus jamais pouvoir exercer le métier auquel elle s’était vouée de toute son âme, pour des gestes de compassion dont on sait qu’ils sont accomplis par beaucoup, avec l’approbation de la grande majorité de la population, y compris des médecins, et qui ont trouvé ailleurs, et notamment chez nous, des solutions raisonnables.

Dans le contexte d’une législation sur l’euthanasie, comme celle dont nous disposons depuis quelques mois, de tels actes auraient pu être posés par des médecins en toute légalité et Christine Malèvre n’aurait peut-être jamais agi. Commis par une infirmière, ils seraient bien entendu condamnables, mais ils pourraient être considérés pour ce qu’ils sont⁶ au lieu d’avoir à les faire entrer de force dans le cadre d’une législation qui ignore les réalités. Les peines auraient pu être décidées en connaissance de cause et en toute équité. En réalité, le verdict de la Cour d’assises, à l’opposé d’être «clément», apparaît au contraire d’une sévérité inacceptable.

Le seul espoir des mourants

Les responsables politiques français se refusent avec obstination à admettre la légitimité de l’euthanasie et s’opposent même à tout débat sur ce sujet, en dépit de l’opinion de l’écrasante

sante majorité de la population, attestée par toutes les enquêtes.

Ce refus n’est pas isolé: il rejoint celui qu’ils opposent au clonage thérapeutique et, comme lui, illustre la volonté des autorités médicales et de la hiérarchie religieuse de ce pays, à la suite du pape Jean-Paul II⁷, de garder le droit de régenter pour l’ensemble de la société les questions de la vie et de la mort. L’hypocrisie des uns s’allie ainsi au dogmatisme des autres pour interdire à l’homme de disposer de sa vie et lui imposer la soumission aux aléas du sort dont ils se veulent les dépositaires. Combien de temps faudra-t-il encore pour que nos amis français reconnaissent enfin qu’aider à mourir ceux qui n’ont plus d’autre espoir que d’être délivrés de leurs souffrances par la mort, peut s’avérer non seulement légitime mais généreux? Faut-il s’étonner, quand on n’a pas été capable de résoudre, fût-ce en partie, les drames de la fin de la vie, ni même d’y accorder une attention sérieuse, qu’il se trouve des hommes et des femmes «trop humains» qui, dans le secret d’une relation nouée au crépuscule d’une vie, prennent des responsabilités qui ne devraient normalement pas être les leurs.

S’en indigner, les faire passer pour des criminels et les emprisonner, c’est oublier que dans un contexte d’interdit sans nuance de l’aide à mourir et d’insuffisance criante de soins palliatifs, comme c’est aujourd’hui le cas en France, ils représentent parfois le seul espoir des mourants? ■

Marc Englert

L’hypocrisie des uns s’allie ainsi au dogmatisme des autres pour interdire à l’homme de disposer de sa vie et lui imposer la soumission aux aléas du sort dont ils se veulent les dépositaires.

⁴ *Le Monde*, 1^{er} février 2003
⁵ Interview sur la chaîne publique A2 le 20 octobre 2002.
⁶ La loi belge du 28 mai 2002 définit l’euthanasie comme «l’acte, pratiqué par un tiers, qui met intentionnellement fin à la vie d’une personne à la demande de celle-ci». Elle ne constitue pas une infraction si elle est pratiquée par un médecin qui se conforme aux conditions et procédures fixées par cette loi.
⁷ «Seul Dieu a le pouvoir de faire vivre et de faire mourir», Jean-Paul II, *L’évangile de la vie*.

Marc Englert est professeur honoraire à l’ULB et membre de la commission fédérale de contrôle de l’euthanasie.

Les intertitres sont de la rédaction.

Astres et désastre!

Dangereuse innocence

Lorsque Madame Tessier a envahi la Sorbonne en y décrochant un doctorat psycho-sociologique destiné à rentabiliser ses lucratives pratiques astrologiques, Jean Dommanget, président du «Comité Para»¹ et moi-même, président ff de l'Union rationaliste², avons vivement réagi contre cet aval donné à l'astrologie par des sociologues qui, pour être «sorbonnards», n'en étaient

nome et fonctionnaire retraité, a protesté contre la banalisation de cette pratique, ainsi encouragée dans les us et coutumes de l'administration de l'État.

La réponse de *Fédra*, en sa livraison de février 2003 suscite, par sa désinvolture, la vive réaction d'un de nos lecteurs. Je prends son relais.

Ne pas raconter n'importe quoi

J'estime que la liberté d'expression n'est pas, pour autant, celle de raconter n'importe quoi avec assurance. Surtout lorsqu'il s'agit de relayer des procédés de recrutement, d'orientation et de décision où se joue l'avenir d'une personne alors que la subjectivité et l'irrationalité y règnent en maître.

Faute d'être en état de comprendre la nature des forces qui gouvernent l'univers, des journalistes –toujours bien intentionnés dans leur souci d'information– manipulent inconsciemment le langage scientifique au profit d'errements mercantiles incontrôlables.

N'est-il pas scandaleux et condamnable (art. 496 et 593/1° du code pénal; loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme; A.R. 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir et directive ministérielle de juillet 1997 sur la recherche des personnes disparues) de se fonder sur des critères non éprouvés depuis au moins quatre millénaires pour prédire l'avenir ou décrire l'état psychologique présent par les astres, les dés, les cartes ou le marc de café?

Juger de la qualité d'une réforme institutionnelle, de lois, d'actes publics, de l'engagement d'un «top manager» ou d'un employé sur une configuration astrale ou une conjonction planétaire tient de l'aberration la plus parfaite. N'empêche que maints hommes d'État, y compris les contemporains, fondent leurs décisions majeures sur le fluide astral ou la divine inspiration. L'histoire montre avec du sang et des larmes les fruits abjects de ces pratiques. On me répondra que les autres sources d'investigation ne donnent guère de résultats meilleurs. Est-ce une raison suffisante pour se confier à la moins raisonnable de toutes les méthodes?

De partout on nous invite à être des citoyens responsables. Opter pour les mages n'est-ce pas adopter un comportement diamétralement opposé?

Certes, nous sommes entourés d'astres qui nous adressent leur lumière, leurs rayonnement et flux de particules. Ce qu'on oublie, c'est que depuis quatre siècles, ils ne sont plus supposés être tous accrochés à la voûte des cieux et à égale courte distance de la Terre! Ces «influences» astrales sont d'autant plus faibles que leurs sources supposées sont plus lointaines (inverse du carré de la distance), la surface d'émission plus exiguë et la surface réceptrice (vous et moi) plus petite.

Seul notre étoile Soleil est assez proche pour exercer sur nous une influence sensible. Tous le monde sait qu'il en est bien ainsi au rythme des saisons, même si le mécanisme détaillé en est mal connu (on progresse néanmoins). Hors le Soleil, l'étoile la plus proche est deux cent cinquante mille fois plus lointaine et son «influence» est donc soixante-cinq milliards de fois plus faible (inverse du carré de la distance). Or les cent milliards d'étoiles «voisines» se trouvent «en moyenne» encore dix mille fois plus loin!... Restent la Lune et les planètes qui reflètent quelques pour cents de la lumière solaire. Elles nous en renvoient, pour la Lune, un dix millièmes, pour Vénus, un dix millièmes et pour Uranus, un mille milliardièmes... du flux solaire... en étant généreux!

Des influences quantitatives quasi nulles

Toute l'astrologie est fondée sur des influences quantitatives quasi nulles et des commentaires résurgents de légendes mythologiques construites autour de figures géométriques transitoires et physiquement inconsistantes. En effet, les «signes» ou «constellations» sont des apparences de groupements d'étoiles sans liens physiques ou de distances entre elles.

La base d'un thème astrologique est la direction du Soleil, de la Lune et des planètes par rapport à un carrousel de douze repères mensuels dénommés «signes du zodiaque». La prévision journalière d'une gazette tient compte principalement du mois de la naissance (du 21 au 21) ou de la date de l'acte fondateur (pour une entreprise) et de la position du Soleil dans ce carrousel zodiacal. C'est-à-dire la saison de naissance et, par là, toutes les conditions environnementales liées à la saison (nourriture, tem-

pératures, ensoleillement etc...) et sans doute à celles qui ont dominé durant les neuf mois d'une grossesse normale. Si l'on veut plus de raffinement sur les dates, on ajoute la Lune qui change de signe tous les deux ou trois jours et les planètes moins mobiles (les trois dernières sont à peine connues depuis deux siècles et ont été «ajoutées», sans doute pour faire plus riche). Le suprême raffinement est de faire ces calculs pour l'heure et le lieu de naissance et d'examiner, à cet instant (bien imprécis, mal connu par le certificat médical et souvent mal reporté à l'état civil) et en ce lieu quel astre va se lever, est levé ou se couche. Même ainsi, des enfants nés dans la même maternité et au même instant n'ont pas le même destin si on ajoute, pour faire mieux, le thème de ses parents! Heureusement!

Les astrologues invoquent également l'effet sensible des marées provoquées par le Soleil et la Lune. Pas de chance, la marée est proportionnelle au produit des masses (la masse humaine est très faible) et aussi à l'épaisseur du corps soumis à leur effet (la marée est une déformation). De plus elle est inversement proportionnelle au... cube de la distance. À titre de comparaison avec un diamètre de la Terre de 12 752 km, l'amplitude de l'onde de marée est estimée (Soleil et Lune combinés) à 76 cm maximum, soit un rapport un peu supérieur à un milliardième. Sur un corps humain (épaisseur de quelques décimètres), c'est moins que la perte journalière en cellules desséchées de notre épiderme au contact des vêtements. À propos de la gravitation, mon collègue Jean-Claude Pecker a calculé que l'attraction massive des tours de la Défense déformait plus celles de Notre-Dame de Paris que l'effet («différentiel») des marées luni-solaires!

On comprendra pourquoi les astronomes actuels sont encore plus sceptiques à propos des «influences astrales» que leurs collègues contemporains de Jean de La Fontaine (*L'astrologue tombé dans un puits*).

L'astrologie est un néant poétique. Je ne vois aucune objection à faire de la poésie, bien au contraire! Chacun est libre. Mais prendre cela au sérieux? Y croire? En faire l'enjeu de sa vie et de sa mort... et, en plus, de celles des autres. Cela, c'est une criminelle malhonnêteté qui doit être poursuivie avec autant de constance au sein de nos sociétés dites civilisées que le sexisme et le racisme. Et pour les mêmes raisons.

André Koeckelenbergh

Prostitution

Des femmes et leurs bourreaux

Is nous ont volé notre passé et notre seul espoir est que nous n'ayons pas d'avenir. Cette formule, écrite au rasoir, reprise dans l'enquête de Hermine Bokhorst, «Femmes dans les griffes des aigles»¹, décrit parfaitement le gouffre dans lequel a plongé l'Albanie après la tyrannie communiste. L'extrême pauvreté, l'ignorance, l'âpre lutte pour survivre a aussi fourni des bataillons de jeunes femmes à la prostitution et des milices d'abjects proxénètes pour les exploiter. 30 000 jeunes albanaises ont ainsi quitté famille et pays pour être vendues à vil prix sur les trottoirs des grandes villes européennes. La technique des maquereaux albanais est terriblement simple, navrante de simplicité. Ils font la cour quelques semaines, voire quelques mois, à leurs futures proies. Mais le voyage de noces finit en cauchemar et la jeune fille passe de mains en mains et de lit en lit, est revendue plusieurs fois avant d'atterrir à l'Ouest. La passe est de 30 à 50 euros et il ne faut pas s'attarder: le mac attend de 500 à 1 000 euros par nuit.

Tente-t-elle de se rebeller, d'échapper à ses tortionnaires? C'est un sort épouvantable qui l'attend: viol, tabassage, brûlures de cigarettes. D'autres finissent électrocutées dans une baignoire ou survivent, le nez et les oreilles coupés. Et si, malgré tout, la fille leur échappe, les trafiquants n'hésiteront pas à menacer et à racketter sa famille pour la faire plier. Les macs albanais aiment faire un exemple et, de leur point de vue, la «marchandise» ne manque pas. S'il le faut, ils trouvent même des filles moldaves, roumaines ou bulgares pour prendre le risque que d'autres ne prendront plus. Et appliqueront le *kanun*, un code de justice venu du fond des âges, une brutale loi du sang toujours appliquée au pays des aigles.

L'enquête qu'a menée longuement, patiemment, courageusement, Hermine Bokhorst est le contraire d'une étude en chambre. Elle s'est longuement rendue en Albanie, a parlé aux filles, a vu les palais au luxe tapageur et dérisoire, construits avec l'argent

du sexe tarifé. Elle a vu la peur, la naïveté de femmes-enfants qui, pour échapper à un destin d'asservissement ordinaire, chutent en enfer. Son enquête a le goût et l'odeur des petits matins gris, des arrière-salles de café, des hôtels miteux. La journaliste, indépendante depuis douze ans

pour *Le Soir*, a aussi parcouru les rues belges pour voir comment les réseaux travaillent dans nos villes. Organisés, les macs surveillent les filles via des hommes de paille, des fusibles qui ramassent l'argent et qui, arrêtés, sont vite remplacés. Ou simplement via GSM depuis une table parisienne, tandis que leur cousin, à Bruxelles, surveille ses filles tapinant à Paris. Même le Thalya a été mis à profit par les réseaux. On dit la «mafia» albanaise, mais en fait il ne s'agit pas d'un groupe organisé et dirigé de manière centralisée. Juste une communauté de l'ignominie... «À côté d'eux, la mafia italienne semble bien romantique», conclut la journaliste qui a également fait le tour des experts, policiers, criminologues et associations de lutte contre la prostitution.

Sa conclusion n'est pas politiquement correcte: si elle reconnaît que la prostitution est sûrement une aliénation de l'intimité, une violation de la dignité, elle voit dans le proxénétisme la cause de tous les maux, la vraie criminalité, la source des violences. Du coup, criminaliser celles qu'on appelle les putes, les renvoyer chez elle quand elles sont illégales, les forcer à quitter la rue pour le secret feutré mais plus dangereux des voitures ou des studios, c'est peut-être cacher une plaie que l'on ne veut pas voir, mais c'est d'abord livrer les femmes à leurs bourreaux.

Frédéric Soumois

Constellations et signes du zodiaque - Traité d'astrologie (XV^e siècle), Venise, Bibliothèque Marcienne.

¹ Comité Belge pour l'investigation scientifique des phénomènes réputés paranormaux, avenue de Mai 38, BP5, 1200 Bruxelles, <http://www.comitepara.be>

² Union rationaliste de Belgique, rue des Trieux 57, 5651 Walcourt, email: a.koeckelenbergh@belga.com.net, cf. *Espace de Libertés*: quatorze articles traitant de l'irrationalnel entre 1988 et 2003!

¹ Hermine Bokhorst, *Femmes dans les griffes des aigles, Les filières albanaises de la prostitution*, Labor, 2003, 12 €.

Voir aussi le dossier «Prostitution» paru dans *Espace de Libertés* n°305 (novembre 2002).

Drogues et dépendances

Je te dis non... car je t'aime

Dans son livre intitulé *Éduquer face aux drogues et aux dépendances*, Georges van der Straten-Waillet nous livre sa conception de l'éducation familiale: elle est la clef de voûte de toute politique radicale de prévention des drogues.

Directeur pendant 25 ans des communautés thérapeutiques (CT) pour toxicomanes, il connaît ces lieux de vie transitoires où des adolescents dépendants vivent en groupes de dix à cent, où ils apprennent à gérer leurs pulsions, à s'exprimer, à construire des relations saines, à résoudre les problèmes de la vie quotidienne et à assurer leur équilibre physique et psychique afin d'être des adultes autonomes et insérés dans la société. Les constats sont divers: les lacunes dans l'éducation dès l'enfance ou l'adolescence des toxicomanes, leur grand besoin d'attention, d'affection et de la présence sécurisante et exemplative des représentants de l'autorité, mais aussi la possibilité de transposer les outils de réflexion et d'action utilisés dans les CT à d'autres situations. Les comportements de dépendance se préparent avant l'adolescence.

Comprendre

Dans la première partie *«comprendre les dépendances»*, on retiendra qu'une méthode non directive tend à entretenir la dépendance alors qu'une méthode qualifiée parfois d'autoritaire mène à l'autonomie.

En rappelant les différents besoins de l'être humain, l'auteur explique combien la structuration de la personnalité passe par des moments de

crise et comment on y réagit par la fuite, l'attaque ou l'inhibition de l'action. *«Sans la volonté, nous serions tous des personnes dépendantes, or la volonté est indissociable du bonheur»*.

Il identifie certains jeunes comme appartenant à des groupes à risques: les surprotégés, les sous-protégés, les enfants qui vivent dans un climat d'indifférence.

Il insiste sur la valeur d'exemple des adultes. Comment vouloir devenir

quisition d'aptitudes telles que la communication authentique, la contention des pulsions destructives, l'autonomie solidaire, le projet de vie et le système de valeurs personnels.

Toute la philosophie de la communauté est basée sur l'auto-aide¹, l'amour responsable, la confrontation bienveillante, la relation authentique, le rejet absolu de la violence et d'usage de psychotropes, le tout dans une structure très rigide.

Les individus apprennent à se prendre en charge et à satisfaire leurs besoins en participant aux groupes d'auto-aide qui font apparaître des pistes de solution grâce aux échanges qui interviennent.

On notera encore la grande confiance que toute l'équipe, efficace par la complémentarité de ses membres, témoigne à ces toxicomanes, la conviction que le résident est le protagoniste principal de son contrat et qu'il le remplira dans un encadrement familial éducatif et de partenariat relationnel.

La méthode employée dans la CT est une démarche pragmatique, issue du mouvement des alcooliques anonymes. Ces expériences peuvent aider les familles en crise qui ne trouvent pas les réponses adéquates à leurs problèmes.

L'auteur conclut sur deux questions: «Qu'est-ce qu'être adulte dans notre société du XXI^e siècle?» et «Que veut dire «éduquer»?»

Tout au long de ce livre, des exemples ou des réflexions peuvent faire écho en chacun d'entre nous, en tant que parent, éducateur, enseignant ou simple citoyen.

Yolande Mendes da Costa

Ouvrir les portes du logement social permet de s'interroger sur son sens et son avenir.

Le logement social au musée?

Entre utopie, réalité et spirale infernale

Exposition-débat, «Le logement social au musée?» explore un siècle d'habitat social à Bruxelles. Cent ans d'histoire et d'urbanisme mais aussi cent ans de luttes, d'idées, de polémiques. Que construire? Des tours, des cités-jardins, des appartements, des maisons? En ville, au vert, en périphérie? Tous ensemble ou dispersés? Construire ou rénover? Existerait-il un logement social idéal? Où, quand, quoi, comment, pour qui? Le débat est loin d'être clos.

C'est dans un Palais des Beaux-Arts qui s'offre une cure de jouvence totale –nouveau nom (*Bozar*), nouveaux espaces restaurés– qu'a fait son entrée une exposition, qui *a priori*, n'aurait pas sa place au musée. On n'y parle pas d'art, à peine d'architecture mais bien des gens, de leurs conditions de vie au sein d'un type de logement spécifique: l'habitat social qui n'a cessé d'évoluer depuis sa naissance à la fin du XIX^e siècle. Et pour qui prend la peine de s'investir, de lire les panneaux, de suivre les interviews de spécialistes en tous genres, d'habitants, de regarder les films projetés, cette visite interactive s'avère passionnante. Débordant du cadre figé des cimaises, elle invite à des débats, des visions cinématographiques, des tables rondes, des rencontres, un colloque, des réactions à épingle en fin de parcours. D'emblée, la mise sur pied d'un tel événement par la Société du Logement de la Région Bruxelloise (SLRB) suscite aussi un certain malaise: plus d'un million et demi d'euros de coût, un prix d'entrée élevé (il n'y a qu'une seule journée gratuite pour les habitants de logements sociaux) pour une exposition qui sans doute attirera un tout autre public.

Le logement social dans le temps

Rythmée par deux lignes du temps: l'une internationale, l'autre natio-

nale, cette manifestation joue la carte historique et met l'accent sur les moments-clés qui ont jalonné l'avènement et l'histoire du logement social. Photos, affiches, archives de la télévision et du cinéma, donnent vie à ces traces, ces témoignages du passé. Face à ce «mur du temps», quatre cités bruxelloises illustrent dans le détail les grandes phases évolutives de l'habitat social: la Cité Hellemans à Bruxelles (1912), le Logis-Floréal (1921-1922) à Watermael-Boitsfort, la Cité Modèle (1958) à Laeken et la Cité de la Prévoyance (1970) à Bruxelles. Images symboles de leur époque, chacune défend de nouvelles politiques, de nouveaux principes de vie, d'architecture, d'urbanisme, de matériaux, arborant un idéal le plus souvent utopique qui, bien souvent, contredit le précédent! Les passionnés d'architecture et d'urbanisme resteront cependant quelque peu sur leur faim: le propos de l'exposition étant avant tout centré sur l'histoire du logement social, elle s'encombre peu des styles, des influences, des grands noms (Pompe, Eggerix, Vandermeeren, Brunfaut, Braem...) qui ont participé à la construction de ces logements.

Droit à la dignité

Émaillant le parcours, de larges écrans laissent la parole aux habitants toutes générations et toutes races confondues. Si certains témoignages recueillis via un sondage d'opinion auprès des habitants des logements sociaux, mais aussi des autres, n'évitent pas les clichés, d'autres en disent long sur la vie, la cohabitation, l'état, la problématique des cités. Sur petits écrans cette fois, la parole est donnée aux architectes, urbanistes, responsables politiques, assistants sociaux, responsables de fonds de logement... Les chiffres sont là. Aujourd'hui à Bruxelles, 38.000 familles disposent d'un logement social, 20.000 demandes ne peuvent être satisfaites. Et, selon une étude, près de la moitié des Bruxellois pour-

rait revendiquer l'accès à un logement social actuellement réservé aux *«plus pauvres des pauvres»*, ce qui déséquilibre de plus en plus les budgets des sociétés immobilières publiques. Spirale infernale. Comment y remédier? Plusieurs pistes se dessinent. L'une d'elles, grâce à des *«chèques logements»* ou des *«allocations loyer»* consisterait à aider les locataires à se loger sur le marché privé, qui éviterait les effets de concentration. *«Il faut socialiser le privé»*.

«Pourquoi concentrer les gens qui ont des problèmes et accentuer ainsi la détresse humaine?».

Qui dit logement social dit aussi droit à la dignité. Le délabrement appelle le délabrement. L'insalubrité des logements qu'on croyait éradiquée après des décennies de lutte, reste le fléau du nouveau siècle, avec des conséquences sur la santé et la qualité de vie en général.

Ouvrant les yeux sur des réalités souvent difficiles, l'exposition se termine avec un espace de rencontre et d'information qui permet de se pencher sur les outils du logement social mais aussi sur les politiques actuelles et les projets. Pour un avenir radieux? ■

Emmanuelle Dubuisson

À Evere, l'architecte Willy Vandermeeren dressera en 1958 *Ieder zijn Huis*, une unité d'habitation qui obéit à l'esprit de la cité-jardin, combinant logements individuels et collectifs, et mixant différents groupes sociaux.

«Le logement social au Musée?», jusqu'au 1^{er} juin 2003. Bozar, rue Ravenstein 23, 1000 Bruxelles, tél.: 02/507.84.44., du mardi au dimanche de 10h à 18h.

G. van der Straeten-Waillet, *Éduquer face aux drogues et aux dépendances. Je te dis non... car je t'aime*, Éd. Chronique Sociale, coll. Pédagogie-formation.

¹ Auto-aide: responsabiliser et solidariser *«toi seul tu peux le faire, mais tu ne peux pas le faire seul»*. Le principe de l'auto-aide est de responsabiliser chaque citoyen par un contrat moral. Savoir demander de l'aide est une caractéristique de l'adulte.

Art abstrait en Wallonie et à Bruxelles au XX^e siècle

Abstractions fatales

«J'ai reçu un jour la visite de P.G. Van Hecke, qui était marchand, journaliste et collectionneur, le mari de Norine, il a regardé mes tableaux aux murs et il a ri!»

Marcel-Louis Baugniet, 1989

Ah, ce rire moqueur, narquois, à la limite de l'insulte face à ce barbouillage qu'«un enfant pourrait faire», comme il sonne cruellement aux oreilles de ce peintre non reconnu parce que méconnaissant les qualités de métier, qui forçaient l'admiration des anciens, le voici paria en cette aube du XX^e siècle.

Ainsi donc Abstraction rimerait avec rupture et avec fracture. Rupture avec la représentation d'un monde connu et dit réel, fracture avec une tradition iconographique millénaire: plus de figures, ni de paysages, plus de batailles ni de labours, plus de maternité ni de mise au tombeau, nous voici dans un monde mis à plat où règnent la forme et la couleur, le trait et la matière. Nous voici dans un univers sans référence, dans un monde sans objet, on y entend une autre musique, on y vit d'autres émotions, mais encore faut-il en posséder la clé, encore faut-il avoir envie d'en ouvrir la porte.

Les deux héros de cette aventure prométhéenne étaient russes et s'appelaient Kazimir Malevitch et Wassili Kandinsky, le premier avait osé le *Carré noir suprématiste* en 1914, qu'avait précédé en 1910 *L'Arc noir* du second. Avec cette naissance gémellaire s'ouvrait une double voie royale, celle d'une abstraction géo-

métrique dont l'équerre serait la règle et d'une abstraction lyrique qui danserait aux entrechats du compas.

La vague déferla jusqu'en Belgique, où régnait au lendemain de la Première Guerre mondiale la volonté de reconstruire un monde meilleur érigé sur l'harmonie utopique entre le Beau et l'Utile. À travers les prismes fascinants mais combien fugaces du cubisme, du futurisme ou du dadaïsme, l'Abstraction pointe timidement son nez sous l'impulsion des Anversois Michel Seu-

d'une œuvre picturale globale, impérativement soumise aux lois de l'architecture, une œuvre qui exalterait les forces nouvelles d'un monde hypnotisé par les découvertes scientifiques, les nouvelles technologies et l'évolution sociale. La Plastique pure se soumettrait dès lors aux critères de la raison et réprouverait les manifestations pathétiques de style expressionniste ou surréaliste. Ces principaux acteurs seront Pierre-Louis Flouquet, Victor Servranckx, Karel Maes et Marcel-Louis Baugniet.

Peu auparavant, de 1945 à 1948, la Jeune Peinture Belge avait regroupé une quarantaine d'artistes –hommes et femmes– qui brûlaient d'en découdre avec la forme et la couleur. Tôt ou tard, ils deviendront abstraits comme en témoignent l'œuvre ultérieure de Gaston Bertrand, Marc Mendelson, Anne Bonnet, Mig Quinet, Antoine Mortier, Louis Van Lint ou encore Pierre Alechinsky.

Bruxelles et la Belgique sont dorénavant à l'écoute du monde. Dès 1953, Pol Bury devient l'une des figures de pointe du cinétisme; Henri Gabriel, aujourd'hui méconnu, aura pourtant été l'un des pionniers du plexiglas et de l'aluminium, publié dans la revue américaine *Leonardo*; Jef Verheyen, membre du groupe «Zéro» de 1961 à 1965, réalise ses premiers monochromes à partir de 1961; Walter Leblanc expose à New York, au Moma dans l'exposition d'Op art «*The Responsive eye*» en 1965. Et c'est en 1966 que paraît le livre de Michel Seuphor «La peinture abstraite en Flandre». Il s'agit à la fois d'un bilan et d'un tremplin, mais de par son titre, il annonce aussi les prémices de futurs combats communautaires.

Mais parfois coincé entre mode et ascèse, l'art abstrait reste encore parfois boudé par la critique et souvent ignoré par le public. Qu'importe, anciens et nouveaux se rassemblent pour œuvrer ensemble; ainsi le revue *Mesures*, démarrée en 1988, rassemblait-elle des vétérans de la mouvance construite comme Baugniet, Delahaut et Noël auxquels se joindront de nouvelles recrues, Maury, Wuidar, Bauwe-raerts et Husquinet. Ils publieront et exposeront du nord au sud jusqu'en 1995, jetant ici et là des passerelles de l'ancien continent vers le Nouveau monde.

En 1986, Pol Bury écrivait l'une des possibles conclusions de cette manifestation: «*Encore et toujours, l'art abstrait est ce qu'il fut, ce qu'il est et ce qu'il sera*».

L'art dans la vie

Et comme l'avaient souhaité les pionniers de 7 Arts lorsqu'ils prophétisaient en 1922: «*L'Art a quitté*

Louis Van Lint - *Étrange colloque*, 1983. Une œuvre chaleureuse et inventive.

la vie, notre prodigieuse vie urbaine, industrielle et passionnée. Il faut l'y ramener. Nous croyons que l'architecture et le cinéma y réussiront aussi», l'Abstraction trouva enfin un juste mais trop rare mariage avec l'architecture ou la nature; on pensera aux gigantesques sentinelles bétonnées de Jacques Moeschal, à nos frontières, aux vitraux dessinés par Kurt Lewy pour la synagogue de Essen en 1959 ou encore la décoration de la station de métro Montgomery par Jo Delahaut en 1975.

Mais parfois coincé entre mode et ascèse, l'art abstrait reste encore parfois boudé par la critique et souvent ignoré par le public. Qu'importe, anciens et nouveaux se rassemblent pour œuvrer ensemble; ainsi le revue *Mesures*, démarrée en 1988, rassemblait-elle des vétérans de la mouvance construite comme Baugniet, Delahaut et Noël auxquels se joindront de nouvelles recrues, Maury, Wuidar, Bauwe-raerts et Husquinet. Ils publieront et exposeront du nord au sud jusqu'en 1995, jetant ici et là des passerelles de l'ancien continent vers le Nouveau monde.

En 1986, Pol Bury écrivait l'une des possibles conclusions de cette manifestation: «*Encore et toujours, l'art abstrait est ce qu'il fut, ce qu'il est et ce qu'il sera*».

De par la richesse de ses formes et de ses chromatismes, de sa verve et de ses matières, de par sa constante inventivité –comment confondre l'univers surémotionnel d'un Jean Raine avec les arabesques sur papier à musique d'un Jacques Calonne?– ses démarches spirituelles et ses idéaux de pureté, ne peut-on se laisser aller à rêver comme Malevitch lorsqu'il affirmait en 1915: «*Dans l'étendue blanche des rites cosmiques, j'établis le monde blanc de l'Abstraction suprématiste comme une manifestation du néant libéré*».

À travers les 120 œuvres –peintures, encres, sculptures, reliefs et photographies– d'une quarantaine d'artistes, on saluera la passionnante initiative du Botanique, tout en déplorant le communautarisme fédéral qui impose des clivages linguistiques, là où la peinture –abstraite– se veut universelle. Georges Vantongerloo, un de nos plus grands artistes construits de renommée internationale naquit à Anvers, mais il fut le seul Belge dans l'aventure du *Stijl* hollandais avant de finir sa vie en France, alors comment le classeriez-vous?... ■

Ben Durant

Parfois coincé entre mode et ascèse, l'art abstrait reste encore parfois boudé par la critique et souvent ignoré par le public.

Infos pratiques:

Abstractions se tiendra au Botanique, 236, rue Royale, 1210 - Bruxelles, du 30 avril au 15 juin 2003. Du mardi au dimanche de 10 à 18 H. Tel: 02/226.12.11 E-mail: info@botanique.be À voir également jusqu'au 4 mai, l'exposition Louis Van Lint au Musée d'Ixelles (02/515.64.22).

Marcel-Louis Baugniet, *Construction en ocre*, blanc et noir, 1928-1974, huile sur toile (Photo: Luc Schrobiltgen).

phor et Jozef Peeters, fondateurs en 1921 de la revue moderniste *Het Overzicht*. Elle sera immédiatement suivie par l'hebdomadaire bruxellois *7 Arts* en 1922, qui défendra tous les arts, à commencer par la «Plastique pure», expression empruntée par Peeters à Guillaume Apollinaire, pour désigner une peinture qui se voulait constructive et rationnelle, une peinture qui rejetterait le chevalet au profit

Mais à l'enthousiasme militant des jeunes néophytes succéderont crises économiques et politiques, *7 Arts* s'interrompt en 1928 et l'Europe s'enfonce inexorablement dans la désillusion, les dictatures et la guerre. Découragés, les artistes renoncent à l'Abstraction pour rejoindre les rangs de la Figuration. Il faudra attendre la Libération pour trouver en la personne de Jo Delahaut un artiste assez coura-

Paris, deux rétrospectives monumentales: Chagall et de Staël

Deux peintres en liberté

Des points communs entre Marc Chagall et Nicolas de Staël? Mais si, il y en a! Nés tous deux dans une Russie tsariste finissante, ils fuiront –bien obligés, mais pas pour les mêmes raisons– le paradis bolchevique pour mener en France, comme tant d’autres, leur propre quête d’absolu pictural en liberté. Indécrottables individualistes, ils se maintiendront tous deux à distance des mouvements artistiques d’inspiration dogmatique, ce qui ne leur vaudra pas que des amis... Deux hérauts de la peinture offerte, nue, spontanée et «visible par et pour tous».

Pourtant, entre le petit peintre du ghetto de Vitebsk en Biélorussie et le géant noble (de Staël mesurait près de deux mètres!), il y a plus que la largeur de la Volga...

La très longue vie de peintre de Marc Chagall (mort à 98 ans dont 80 de création) met d’autant plus en relief celle, volontairement abrégée en 1955, à quarante et un ans, de Nicolas de Staël. Un cliché dramatico-médiatique, celui du peintre torturé, puis suicidé, qui ne contribuera d’ailleurs guère à

une renommée un peu éteinte aujourd’hui hors de France. La gloire de Chagall, elle, sera nettement plus paisible et continue.

Un réfractaire

Né à Saint-Petersbourg en 1914, le petit Nicolas de Staël n’en verra pas grand-chose! Il n’a que trois ans lors du putsch révolutionnaire. Ses parents décèderont rapidement après l’exil. Un ami de la famille lui permettra heureusement de grandir à l’abri du besoin à... Bruxelles, où il deviendra, dans les années trente, un –brillant– élève de l’académie des Beaux-Arts mais aussi de celle de Saint-Gilles. Grand promeneur, il

Chagall, cauchemar des ayatollahs de la peinture

Les 180 œuvres (!) de Marc Chagall exposées au Grand Palais exaltent une poésie naïve et accessible en diable... Le diable et le bon dieu qui lui tenaient tant à cœur, et que Chagall en bon profane célèbre sans prosélytisme, heureusement.

Les intellectuels orthodoxes aiment classer et cloisonner les artistes. De Staël et Marc Chagall les ont donc profondément irrités tout en enchantant les simples spectateurs. Chagall, dont la peinture fut qualifiée de «surnaturelle» par Apollinaire dès 1912 (!) s’est toute sa vie soucié de sa crédibilité intellectuelle comme le poisson d’une pomme. Il veut peindre sa maison natale? Il la peint, dans la couleur qu’il veut. Un vieux Juif assis sur un banc? Il le peint. Que doit-on en penser? Rien.

Si l’on en juge par les larges sourires des visiteurs devant les toiles (très rare dans les musées...), on ressent Chagall. Il émeut, comble d’aise comme un beau rayon de soleil ou un arc-en-ciel à qui on ne demande pas de se justifier. Bref, le cauchemar absolu des vierges éthérées du conceptualisme.

Pour Jean-Michel Foray, commissaire de l’exposition et directeur du musée national Message biblique (sic) Marc Chagall à Nice (qui fête ses 30 ans cet été), Chagall réussit à «ne pas être suprématiste avec Malevitch, à ne pas être cubiste avec les cubistes, à ne pas être abstrait avec les abstraits, à ne pas être surréaliste avec les surréalistes». Sans même le faire exprès!

L’ensemble, éclatant de couleurs et de joie, du Grand Palais a bien sûr ses faiblesses, dues surtout à la production quasi industrielle du peintre. Après les premières années russes, connues comme les meilleures (mais les chefs-d’œuvre s’égrèneront tout au long de ses différentes périodes), Chagall alterne la poésie puissante (le prodigieux *Bella au col blanc*, 1917) et les redites faméliques qui sentent par moments un peu l’épicerie. Reste une cinquantaine de merveilles à dévorer des yeux.

Marc Chagall, *La musique*, 1920.

Nicolas de Staël, *Montagne Ste Victoire*, 1954.

traîne partout sa gigantesque silhouette de «géant russe». De Staël aime aussi les voyages plus exotiques. Au Maroc, en 1936, il expérimente sa première fulgurance de la lumière du Sud. La Sicile («Agri-gente», 1953) et la Côte d’Azur suivront plus tard avec autant de bonheur. Brillant coloriste (autre point commun avec Chagall, son aîné de 27 ans), il traduit en peinture avec séduction, tendresse et modernité, cette joie de vivre qui alternera dans sa courte existence avec des périodes nettement plus sombres aux tons gris et noirs sublimes. Des moments de dépression et de perte totale de confiance qui vont miner ce cyclothymique.

La grande exposition du Centre Pompidou, riche de 220 œuvres majeures dont 135 peintures, 80 dessins, des livres illustrés et des gravures, alterne avec habileté les grands et les petits formats, les œuvres introspectives des années quarante (La Vie dure, 1946) comme celles, pleines de sève et d’allant, de la série du «Parc des Princes» au début des années cinquante.

La manière dont le jeune homme a vécu un simple match de football amical entre la Suède et la France explique mieux que de longs discours sa personnalité profonde. La simple curiosité d’une partie en «nocturne» se transforme, sous l’effet de la lumière si étrangement contrastée du vert stade de foot éclairé par des néons surpuissants et animé par des joueurs multicolores, en un enthousiasme proprement délirant pour ce qui devient un «ballet cé-

leste». Rentré chez lui, Nicolas de Staël déclare à qui veut l’entendre qu’il va «mettre deux cents petits tableaux en route», reflétant autant d’actions de jeu (il en fera finalement une vingtaine), et «un grand tableau». Ce sera «Le Parc des Princes» de 1952.

Cette outrance, ce côté «hénaurme» qui plaît mais agace sa première femme Jeannine, artiste elle aussi, caractérise le peintre de l’urgence et de la sensation violente.

Ressentir

Mais ce n’est là que l’une des «manières» de Staël. Il aura tour à tour des périodes à la fois abstraites et figuratives, souvent les deux mêlées (il est l’inventeur du célèbre «mur» qu’est la toile, «l’espace pictural où tous les oiseaux volent librement», écrit-il) et qui auront comme trait commun une nature profondément organique traversée par un souci d’immédiateté. Pour de Staël, le spectateur doit comprendre et ressentir immédiatement la sensation brute, sans rumination. Il dit détester l’intellectualisme, rejeter la «clique de l’abstraction-avant» comme il l’écrit. Il vénère la «tradition» et veut la concilier avec la modernité, ce qui est improbable. Il se lie avec le poète René Char dont il illustrera le recueil. À ses amis (et marchands), il écrit des lettres d’une très belle plume qui laisse peu de doute quant à ses talents littéraires.

Peu avant son suicide dans son atelier à Antibes (on peut se suicider aussi sur la Côte d’Azur!), il revient à

une figuration à vrai dire pas très convaincante, sur fond de chagrin d’amour adultère guère digéré. Bref, une trajectoire très individualiste qui le laissera isolé et blessé, lui qui cherchait avant tout la reconnaissance désintéressée.

Le jour de sa mort, le 16 mars 1955, il laisse inachevé son célèbre et éclatant «Concert» de 6m sur 3,50 m, qui est aussi un «petit cadeau», définitif, lui, des héritiers Seydoux au Centre Pompidou. Bref, une exposition incontournable qui, on l’espère, relancera (surtout aux

États-Unis, qui possèdent pas mal d’œuvres sans jamais les exposer) la gloire posthume du géant foudroyé de Saint-Petersbourg...

Olivier Swingedau

Maîtrise en Assistance morale laïque

L’École de Santé Publique gère une maîtrise visant à préparer les étudiants belges et étrangers aux fonctions de délégué auprès des associations reconnues dans le cadre de l’assistance morale non confessionnelle, aux fonctions de conseiller moral laïque destiné aux milieux hospitaliers et médico-sociaux, aux institutions pénitentiaires, ainsi qu’aux fonctions de conseiller moral auprès des forces armées.

Les étudiants devront être capables d’exercer leur fonction dans un esprit de liberté de jugement, de responsabilité, d’analyse critique, d’émancipation et dans le respect de l’identité des personnes consultantes.

Ce programme de deux ans est délivré sous forme de cours, de séminaires, de visites, d’un cycle d’exposés, etc.

Les matières enseignées relèvent de la philosophie, du droit, de la criminologie et de la sociologie ainsi que de disciplines médicales et psychologiques.

Les épreuves de la deuxième année de maîtrise comprennent en outre la rédaction d’un mémoire original.

L’enseignement est accessible, après interview par le jury de la maîtrise, aux porteurs d’un diplôme universitaire de premier cycle de base, d’un diplôme délivré par l’École Royale Militaire, etc. (à défaut de ces titres et sur la base de son expérience professionnelle ou extra-professionnelle, le candidat peut accéder au «certificat d’études en Assistance morale laïque»).

Diplômes délivrés: «Maîtrise en Assistance morale laïque» et «Certificat d’Études en Assistance morale laïque».

Pour plus de renseignements
Marc Mayer, Coordonnateur de la Maîtrise en Assistance morale laïque, Tél: 02/555.40.35 (tous les jours), GSM: 0478.932.372, email: mmayer@ulb.ac.be - Site internet: www.ulb.ac.be/prog/esp/laïque/g1.html

Informations pratiques
Nicolas de Staël, au Centre Pompidou (jusqu’au 30/6), f. mardi, nocturne le jeudi (jusqu’à 23h). Réservations www.fnac.com et www.centrepompidou.fr.

Chagall, connu et inconnu, au Grand Palais (jusqu’au 23/6), fermé le mardi, nocturne le mercredi (jusqu’à 22h). Il est fortement conseillé de réserver! Dans les FNAC par tél. au 0892684694 ou par internet: www.rmn.fr/chagall ou www.fnac.com

Il est aisé d’aller voir les deux expositions sur la même journée avec le train Thalys (1h25), qui vient d’augmenter ses fréquences (toutes les demi-heures) et de diminuer ses tarifs: infos @thalys.com